



Distr. LIMITED

UNEP(DEPI)/CAR IG.39/INF.4
17 February 2017

Original: ANGLAIS

Dix-septième réunion intergouvernementale du Plan d'Action pour le Programme de l'environnement des Caraïbes et la Quatorzième réunion des Parties contractantes à la Convention pour la Protection et le développement de l'environnement marin de la région des Caraïbes

Cayenne, Guyane Français, 15-17 mars 2017

RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU BUDGET DU PROGRAMME POUR L'ENVIRONNEMENT DES CARAÏBES 2015-2016

Pour des raisons d'économie et pour préserver l'environnement, les délégués sont priés d'apporter leurs copies des documents de travail et d'information et de ne pas demander des copies supplémentaires.

*Ce document a été reproduit sans avoir été formellement édité.

SOMMAIRE EXÉCUTIF

1. Ce rapport est présenté à la dix-septième réunion intergouvernementale sur le Plan d'Action du Programme pour l'environnement des Caraïbes (PEC) et la quatorzième réunion des Parties contractantes à la Convention pour la Protection et le développement de l'environnement marin de la région des Caraïbes (Convention de Cartagena) qui s'est tenue en Cayenne, Guyane Française, 15-17 mars 2017. Il porte sur l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 2015-2016, le statut budgétaire et l'administration et la gestion des ressources humaines au Secrétariat.
2. Les Projets PEC et les activités continuent à soutenir sa mission visant à promouvoir la coopération régionale pour la protection et le développement de la région des Caraïbes plus large (WCR) et son objectif à long terme de réaliser le développement durable des ressources marines et côtières dans la région des Caraïbes grâce à une gestion efficace et intégrée qui permette la croissance économique et les moyens de subsistance durables.
3. Le Secrétariat a pris des mesures appropriées pour répondre aux décisions et recommandations de la seizième réunion intergouvernementale et autres réunions intergouvernementales ou techniques de PEC et elles ont été mises en œuvre au sein du programme de travail pour 2015-2016 (annexe I).
4. Le personnel à PNUE/UCR est actuellement composé par un total de 13 membres du personnel (la coordonnatrice, trois administrateurs et neuf fonctionnaires recrutés de services générales ou locales), financés au titre du Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes et les coûts d'appui au programme qui y sont prélevés.
5. Le Secrétariat a activement poursuivi la collecte des contributions annoncées au Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes (CTF), y compris la collecte des contributions en souffrance. Le Secrétariat a recueilli un total d'US\$2.017.962 en 2015-2016 et US\$1.964.018 en 2013-2014. Cela se compare à US\$2.986.350 en 2012-2013, US\$2.033.428 en 2010-2011, US\$2.341.505 en 2008-2009, US\$ 2.484.022 pour 2006-2007 ; et US\$ 2.517.328 pour 2004-2005.
6. Les montants collectés entre 2015 et 2016 ont été très faibles, mais une diminution significative par rapport aux années précédentes a été observée dans les collections en 2013-2014. Des stratégies novatrices continuent d'aider à éliminer les obstacles financiers en cours y compris : encourager les gouvernements à verser des contributions en nature à travers de l'organisation de réunions et d'ateliers et de mobiliser un soutien bilatéral direct au titre des activités non provisionnées et nouvelles dans la région.
7. Le gouvernement de la France a contribué avec €120.000 pour héberger la présente Convention de Cartagena COP/IGM et les COPs des protocoles LBS et SPAW. Le gouvernement des États-Unis d'Amérique accueillant les réunions du Comité consultatif, technique et scientifique (STAC) des Protocoles LBS et SPAW à Miami est également reconnu. Autres gouvernements ont également continué à soutenir la tenue d'ateliers nationaux et régionaux, principalement par le biais de contributions en nature pour la mise en œuvre du plan de travail du PEC.
8. Des autres gouvernements membres du PEC, surtout ceux qui ont des engagements impayés, sont encouragés à effectuer des paiements réguliers et en temps opportun au fond d'affectation spéciale. Dans des situations difficiles, les gouvernements membres sont aussi appelés afin d'étudier l'hébergement des réunions et ateliers du PEC à l'avenir pour compenser leurs arriéré financier. Cela permettra de continuer le programme et au Secrétariat de donner une réponse plus efficace aux besoins des gouvernements des États membres.
9. Le Secrétariat renouvelle sa reconnaissance pour la coopération apportée par de nombreux autres gouvernements qui ont fourni du soutien et des contributions extraordinaires pour faciliter la mise en œuvre du programme de travail 2015-2016. Il note le soutien continu fourni par les gouvernements de Cuba, la France, Trinité et Tobago et Curaçao pour accueillir les Centres d'activités régionales (CAR) du PEC.
10. En outre, le secrétariat remercie les gouvernements de la France et les États-Unis pour leur contribution détachant des experts pour le Centre régional pour les déversements d'hydrocarbures (RAC-REMPEITC) à Curaçao et attend avec impatience leur appui indéfectible.

11. Le Secrétariat a largement participé à l'exécution du Fond pour l'environnement mondial (FEM) et a financé le Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées (CReW) qui terminera en décembre 2017. Le Secrétariat a également coordonné le lancement de la Gestion de l'intégration de l'eau, l'écosystème, et la terre du FEM dans les Petits États insulaires en voie de développement des Caraïbes ou dans le projet IWECO, qui a été approuvé en 2015. IWECO est le projet de suivi de la Gestion de l'intégration des bassins versants et des zones côtières du FEM (IWCAM) et devrait entrer en vigueur en 2017. Le Secrétariat a également appuyé l'élaboration et la mise en œuvre d'autres projets du FEM exécutés par des organismes partenaires dans la région des Caraïbes comprenant l'implémentation catalysée par le FEM du Programme d'actions stratégiques (pas) pour la gestion durable des ressources marines communes vivantes dans la région CLME+ (PNUD/FEM CLME+). Alors que la participation à ces projets par le secrétariat lui a permis de couvrir une partie de ses coûts de fonctionnement, elle ne garantit pas la viabilité financière à long terme du PEC.
12. Les gouvernements de la Jamaïque et du Costa Rica ont ratifié le protocole relatif à la Pollution de Sources terrestres et activités (LBS) à la Convention de Carthage pendant l'exercice biennal. Parmi les 28 États membres des Nations Unies qui ont le pouvoir de ratifier la Convention de Carthage, à partir de la 17^{ème} IGM, 25 ont ratifié la Convention et le protocole sur les déversements de pétrole depuis son adoption en 1983. Malgré cela, plusieurs gouvernements de la région ont communiqué au Secrétariat ses efforts continus visant à ratifier la Convention et ses protocoles. L'état de la ratification de la Convention de Carthage et ses protocoles figurent dans l'annexe V.
13. Le PNUE a finalisé des nouveaux accords d'accueil avec les gouvernements de Curaçao et Trinidad et Tobago. Les discussions avec le gouvernement cubain sont en cours et on espère que leur accord sera signé en 2017.
14. Le modèle de rapport approuvé lors de la 14^{ème} IGM a été distribué afin de faciliter les rapports des pays sur la situation de la Convention et ses protocoles à la 17^{ème} IGM.
15. La mise en œuvre des projets et activités continue d'être facilitée par un nombre croissant de partenariats avec des institutions gouvernementales, organisations non gouvernementales, les communautés académique, scientifique et de recherche et la société civile y compris le secteur privé. Une coopération accrue a également eu lieu avec des organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux. Celles-ci ont été réalisées directement auprès du Secrétariat, par le biais des Centres d'activités régionales et des liens avec les projets financés par le FEM en cours d'exécution par le Secrétariat. En particulier, il y avait une collaboration ininterrompue avec la CARICOM, ROLAC PNUE, PNUE-PAM et la BID sur les activités liées à la mise en œuvre du plan de travail 2016-2015. Dans la mesure du possible, le Secrétariat s'engage activement avec d'autres organismes, organisations et mécanismes internationaux dans le but d'accorder plus d'attention à la région des Caraïbes.
16. Le travail du PEC continue d'être amélioré par le biais de protocoles de coopération existants avec divers secrétariats des AME et les partenaires régionaux et internationaux. Ceux-ci incluent :
 - Convention sur la diversité biologique (CDB) (signé le 3 mars 1997) ;
 - Convention de Ramsar relative aux zones humides (signés le 1er mai 2000) ;
 - Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (signé le 25 février 2002) ;
 - Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (signé le 1er juillet 2004) ;
 - Organisation des États de la Caraïbes Orientale (OECS) (signé le 16 novembre 2005) ;
 - Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (signé le 21 novembre 2005) ;
 - Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (signé le 2 avril 2007).
 - Convention interaméricaine pour la Protection et la Conservation des Tortues de mer (IAC) (signé en 2012) ; et
 - Fonds de récif méso-américain (fonds de MAR) (signé en 2014).
 - Des nouveaux accords proposés sont avec le mécanisme régional de pêches des Caraïbes, la Commission de la mer des Sargasses et la Commission baleinière internationale.
 - Un accord est proposé entre le Brésil et la Convention de Carthage, et le Secrétariat continue de collaborer avec le gouvernement brésilien sur cette question.

- Le Secrétariat sera également membre du mécanisme de Coordination entre les agences proposé pour le projet CLME+ tout au long de sa durée.
17. Plusieurs ateliers et réunions ont été organisés au cours de l'exercice biennal et figurent en détail dans l'annexe VI.
 18. En résumé, les principales réalisations du Secrétariat dans la mise en œuvre du programme de travail 2015-2016 sont :
 - Des contributions gouvernementales ininterrompues pour le Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes;
 - La ratification du protocole par les gouvernements de la Jamaïque et le Costa Rica ;
 - La mobilisation de nouvelles sources de financement et l'assistance technique de projets tels que IWEco et CLME+ ;
 - Une sensibilisation et participation accrue des pays membres dans les activités du PEC à travers d'activités de renforcement du sous-programme des communications, de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation (AECG) ;
 - Amélioration des synergies avec d'autres programmes, projets et activités du PNUE dans la région des Caraïbes ;
 - Collaboration accrue entre les sous-programmes du SPAW et LBS sur le projet CLME+ FEM ;
 - Amélioration de la coordination et la coopération avec les organismes régionaux et internationaux ; et
 - Amélioration de la connaissance de l'état du milieu marin dans la région des Caraïbes et l'identification des domaines prioritaires d'action supplémentaire.
 19. Malgré ces progrès, le développement et la mise en œuvre de nouveaux projets et activités continuent à être limitée par divers facteurs. Ces sont les conséquences directes du manque de ressources financières et humaines au Secrétariat et les CAR. Des difficultés financières résultent souvent de l'absence de contributions en temps voulu par les gouvernements des États membres pour le Fonds d'affectation spéciale et l'accumulation ininterrompue des arriérés. Ce manque de ressources financières impacte négativement la capacité du Secrétariat pour coordonner ses activités et la nécessité d'une viabilité financière reste une priorité très élevée pour le Secrétariat.
 20. Alors que le travail du Secrétariat est développé dans le cadre du Plan d'Action pour le PEC et les obligations de la Convention de Carthagène et ses protocoles, la mise en œuvre a été informée par la Stratégie à moyen terme du PNUE 2014-2016, la Stratégie des mers régionales du PNUE 2013-2016 et les priorités et recommandations actuelles et émergentes des gouvernements membres de la région des Caraïbes. Cela a abouti à un programme de travail de 2017-2018 qui continue à remplir les obligations de la Convention de Carthagène et ses protocoles tout en répondant aux priorités nationales et régionales au sein de la portée et le mandat du Programme pour l'environnement des Caraïbes
 21. Les activités au cours de l'exercice biennal continueront à mettre l'accent sur l'augmentation du nombre de ratifications de la Convention de Carthagène et ses protocoles, améliorer la capacité de gestion de données et d'informations du Secrétariat et les CCR, élargir les efforts de mobilisation des ressources, établir de nouveaux partenariats et accroître l'impact des projets et activités du PEC 2017-2018 au niveau national et local.
 22. Accent supplémentaire sera mis sur la réalisation des objectifs de développement durable et notamment objectif 6 sur les océans.
 23. Au cœur de ces nouvelles activités, les efforts visant à optimiser le rendement à travers d'une suivi et évaluation régulière de tous les projets et en contribuant à la prestation d'un programme coordonné par le PNUE dans la région des Caraïbes. Cela prendra en compte les nouvelles orientations stratégiques pour les mers régionales, les décisions de la deuxième Assemblée pour l'environnement des Nations Unies, le chemin de Samoa pour les petits États en voie de développement (PEID) et l'Agenda de développement après 2015. Le Bureau sous-régional pour l'environnement des Nations Unies récemment créé en Jamaïque offre d'autres possibilités pour le renforcement de la collaboration.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF	2
TABLE DES MATIÈRES	5
ABBREVIATIONS	6
I. GESTION, ADMINISTRATION ET ORGANISATION	9
II. FINANCES ET COMPTES	9
III. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA PREVENTION DE LA POLLUTION	10
IV. BIODIVERSITE ET LES ZONES PROTEGEES	19
V. COMMUNICATION, EDUCATION, FORMATION ET SENSIBILISATION	27
ANNEXE I: Statut des décisions pertinentes à la seizième réunion intergouvernementale sur le Plan d'Action du Programme pour l'environnement des Caraïbes et la treizième réunion des Parties contractantes à la Convention pour la Protection et le développement de l'environnement marin de la région des Caraïbes	17
ANNEXEII: Annexe II :. Résumé des activités et les résultats du Programme des Nations Unies pour l'environnement des Caraïbes au cours de l'exercice biennal 2015-2016 et leur relation avec les résolutions de la deuxième Session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-2)	Error! Bookmark not defined.
ANNEXE III: Organigramme du Secrétariat de la Convention de Carthagène et le programme pour l'environnement des Caraïbes	38
ANNEXE IV: Tableau sur l'état des annonces de contributions	39
ANNEXE V: État de la Ratification de la Convention de Carthagène et ses protocoles	40
ANNEXEVI Réunions Intergouvernementales, technique/Expert et autres réunions importantes convoquées par le PNUE-PEC /UCR en 2015-2016 (incluant les CARs et les projets du FEM)	41
ANNEXE VII: Les dépenses de la Coordination globale des coûts communs et des sous-programmes	44

ABRÉVIATIONS

AFMO	Administrateur / Officier chargé de la gestion des Fonds
AMEP	Évaluation et gestion de la pollution environnementale
BID	Banque Interaméricaine de développement
BESTinitiative	Initiative Régime volontaire pour la biodiversité et les Services écosystémiques dans les territoires européens d'outre-mer
BirdsCaribbean	Anciennement SCSCB Société pour la conservation et l'étude des oiseaux des Caraïbes
BIOPAMA	Programme de gestion de zones protégées et la biodiversité
BMUB	Ministère fédéral allemand de l'environnement, la Conservation de la Nature, la construction et la sûreté nucléaire
BWM	Gestion de l'eau de Ballast
CABI	CAB International
CBI	Commission baleinière internationale
CaMPAM	Réseau et Forum des responsables des aires marines protégées des Caraïbes
CAR	Centre d'Activités Régionale
CAR-CIMAB	Centre d'Activité Régional – Centre d'ingénierie et de gestion environnementale des baies et des côtes
CAR-REMPEITC	Centre d'activités régionales – Centre régional d'information et de formation en matière d'urgence en matière de pollution marine
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CaribWEN	Réseau pour l'application de la faune des Caraïbes
Cariwet	Initiative régionale des zones humides des Caraïbes
CARPHA	l'Agence de santé publique des Caraïbes
CARSEA	Etude de l'évaluation de l'écosystème marin des Caraïbes
CATHALAC	Centre de l'eau pour les tropiques humides de l'Amérique latine et des Caraïbes (Centro del Agua del Trópico Húmedo para América Latina y el Caribe)
CAWASA	Association des eaux douces et usées des Caraïbes
CDB	Convention sur la diversité biologique
BDC	Banque de développement des Caraïbes
CETA	Communication, éducation, formation et sensibilisation
CEP/PEC	Programme pour l'environnement des Caraïbes
CEPALC	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CERMES-UWI/SocMon	Centre de gestion des ressources et d'études environnementales - Université des West Indies/ Suivi socio-économique
CFP	Comité directeur du projet
CHM	Mécanisme d'échange
CIMAB	Centre d'ingénierie et de gestion environnementale des baies et des côtes (Centro de Ingeniería y Manejo Ambiental de Bahías y Costas)
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CLME	Projet de grands écosystèmes marins de la Caraïbe
CLME+	Catalyse de la mise en œuvre du Programme d'action stratégique (PAS) pour la gestion durable des ressources marines vivantes partagées dans la région CLME+
CMAP	Commission mondiale des aires protégées
CMS	Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage
COP	Conférence des Parties
COPACO	Commission Pêche de l'Atlantique Centre Ouest
CRFM	Mécanisme régional des pêches des Caraïbes
CYEN	Réseau de jeunes pour l'environnement des Caraïbes
DSS	Système d'aide à la décision
EAF	Approche écosystémique des Pêches
EBM	Gestion axée sur les écosystèmes
EBSA	Zones marines écologiquement ou biologiquement significatives
ECMANN	Réseau de gestion de zones marines résilientes orientales des Caraïbes
EPA	Agence américaine de protection de l'environnement
ESI	Indice de sensibilité environnementale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FUNDEMAR	Fondation dominicaine d'études maritimes
GCCA	Alliance mondial contre le changement climatique

GCFI	Institut des pêches du Golfe et des Caraïbes
GCRMN	Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
CTF	Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes (<i>Caribbean Trust Fund (anglais)</i>)
FEM-CEO	Fonds pour l'environnement mondial - Directeur Général
FEM-CReW	Fond pour l'environnement mondial – Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées
FEM-IWCAM	Fond pour l'environnement mondial – Gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières
GOJ	Gouvernement de la Jamaïque
GWP-C	Partenariat mondial de l'eau des Caraïbes
HSDA	Analyses diagnostiques des zones gravement polluées
IAA	l'Accord interinstitutionnel
IAC	Convention interaméricaine pour la Protection et la Conservation des tortues de mer
IAEA / AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
IAS	Espèces exotiques envahissantes
IBA	Zone importante pour les oiseaux
ICC	Nettoyage côtier international
ICWC	Consortium international sur la lutte contre le Crime de la faune
ICRI	Initiative internationale pour les récifs coralliens
IFRECOR	Initiative française pour les récifs coralliens)
IGM	Réunion intergouvernementale
IMA / IAM	Institut des affaires maritimes
IMO-ITCP	Programme intégré de coopération technique de l'Organisation Maritime internationale
INVMAR	Institut de recherches marines et côtières (Instituto de Investigaciones Marinas y Costeras (espagnol))
IOCARIBE	Sous-commission de la Commission océanographique intergouvernementale pour les Caraïbes et les régions adjacentes
ISO	Organisation internationale de normalisation
ITMEMS	Symposium international sur la gestion des écosystèmes marins tropicaux
IWCAM	Gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières dans les petits États insulaires des Caraïbes
IWECO	Mise en œuvre intégrée des terres, l'eau et la gestion des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes
KAP/ CAP	Connaissances, Attitudes, Pratiques
LBS	Sources terrestres de Pollution Marine
LME	Grand écosystème marin
MaMaCoCoSEA	Conservation des mammifères marins dans le Nord de l'Amérique du Sud
MAIA	Réseau de l'Arc Atlantique MPA
MARPOL	Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires
MEA	Accord multilatéral sur l'environnement
MedPAN	Réseau des Gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée
MMAP	Plan d'Action pour les mammifères marins
MPA-MMA	Aire Marine protégée – Gestion d'aires marines
NPA	Programme d'Action National
OCCC	Coordination générale et aux dépenses communes
OCTs/PTOM	Pays et territoires d'outre-mer
OECO-ESDU	Organisation des États de la Caraïbes Orientale - Unité de l'environnement et du développement durable Unité
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUE-CAR/RCU	Programme des Nations Unies pour l'environnement – Unité régionale de coordination des Caraïbes
PNUE-DEPI	Programme des Nations Unies pour l'environnement – Division de l'implémentation de la politique environnementale
PNUE-PAM	Programme des Nations Unies pour l'environnement – Programme d'Action mondial
OPRC	Préparation, réaction et coopération en matière de pollution par les hydrocarbures
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
OSPESCA	Organisation de la pêche et de l'aquaculture de l'Amérique centrale
PCG	Groupe de coordination du projet
PEG	Groupe de direction du projet
PEID	Petits États insulaires en voie développement

PIF	Formulaire d'Identification du projet
PMU	Unité de gestion du projet
ProDoc	Document de projet
RAMSAR	Convention sur les zones humides d'importance internationale
RAPMaLi	Plan d'Action régional sur les déchets marins
REEF	Fondation pour l'éducation sur l'environnement du récif
ROLAC	Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du PNUE
SAP/PAE	Programme d'Action stratégique
SCSCB	Société pour la conservation et l'étude des oiseaux de la Caraïbe
SOCAR	Rapport sur l'état de la zone de la Convention
SOI	l'initiative pour un océan durable
SPAW	Aires spécialement protégées et à la faune et la flore
SSFA	Ententes de financement à petite échelle
STAC	Comité consultatif scientifique et technique
Stand-Op	Standardisation et Optimisation
STRAP	Plan d'action pour la restauration des tortues marines
TNC	The Nature Conservancy
ToT	Formation des formateurs
UNDP/PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UCR	Unité de coordination régionale des Caraïbes
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la Conservation de la Nature
UNEA-2	Deuxième Session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
UNECLAC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le Crime
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNV	Volontaire des Nations Unies
UNU-INWEH	Université des Nations Unies - Institut pour l'eau, de l'environnement et de la santé
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
UWI	Université des West Indies
WA-BiCC	Biodiversité de l'Afrique de l'Ouest et le Programme sur le changement climatique
WCR	Région des Caraïbes
WDCS	Société pour la conservation des baleines et des dauphins
WHMSI	Initiative sur les espèces migratrices de l'hémisphère occidental
WIDECAST	Réseau pour la conservation des tortues de mer de la Région des Caraïbes
WRI	Institut des ressources mondiales
WWF	Fonds mondial pour la nature

RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU BUDGET DU PROGRAMME POUR L'ENVIRONNEMENT DES CARAÏBES 2015-2016

I. GESTION, ADMINISTRATION ET ORGANISATION

1. En plus de la Coordinatrice, il y a deux Officiers du Programme à temps complet et 8 agents de soutien recrutés localement et payés par le Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes. Le poste de directeur-adjoint reste gelé et l'Officier à temps complet du Programme Associé pour le programme CETA est actuellement vacant et n'est pas rempli à cause d'un manque de moyens financiers.
2. Deux postes dans l'Administration du Secrétariat, l'agent de gestion Administrative/de fonds (P-4) et l'adjoint administratif/financier (G-5), sont versés sur les 13% des coûts d'appui au programme prélevés sur le Fonds d'affectation spéciale et d'autres projets mis en œuvre par le PEC.
3. Les postes au sein du Secrétariat est donc 13 c'est-à-dire 4 postes professionnels et 9 postes d'agent des services généraux.
4. Les changements de personnel au PNUE/UCR étaient comme suit :
 - a) Le coordinateur du PNUE -UCR/ a pris sa retraite en février 2015, et une nouvelle coordinatrice a été nommé en novembre 2015.
 - b) L'adjoint administratif a pris sa retraite en mars 2015 et un remplacement a été recruté en octobre 2015.
 - c) L'adjoint aux finances, a démissionné en avril 2015. Un remplaçant a été par la suite recruté en août 2015
 - d) L'Assistant du Programme de l'AMEP (G-5) a démissionné en octobre 2015 et un remplacement a été recruté en juillet 2016.
 - e) L'assistant d'équipe de l'AMEP/CETA (G-4) a démissionné en octobre 2015 et un remplacement a été recruté en juin 2016
 - f) Il n'y a pas suffisamment de fonds pour couvrir les frais d'un officier du Programme associé pour CETA (P-2).

II. COMPTABILITÉ ET FINANCE

5. La situation financière du Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes (CTF) est indiquée dans l'annexe VII, qui prévoit le statut du CTF au 31 décembre 2016. Le Secrétariat a activement poursuivi à la collecte des contributions pour le Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes (CTF), y compris la collecte des contributions annoncées. Le Secrétariat a recueilli un total d'US\$ 2.017.962 en 2015-2016 et US\$ 2.986.350 en 2013-2014. Cela se compare à US\$2.033.428 en 2010-2011, US\$ 2.341.505 en 2008-2009, US\$ 2.484.022 pour 2006-2007 ; et US\$ 2.517.328 pour 2004-2005.
6. Alors que les montants perçus en 2015-2016 ont connu une baisse par rapport aux années précédentes, les collections en 2013-2014 ont été très faibles, ce qui reflète à peu près la moitié des contributions annuelles annoncées comme au 31 décembre 2014. Elle est aussi devenue une norme que les gouvernements membres fournissent des contributions en nature en organisant des réunions et des ateliers du PEC chaque fois que l'occasion se présente. En mars 2017, le gouvernement français accueillera la présente Convention de Cartagena COP/IGM et les COP des protocoles du LBS et SPAW, apportant une contribution financière de 120 000 euros au total qui auraient autrement été un coût pour le CTF.
7. Le Secrétariat continue de faire face à des besoins financiers croissants pour répondre à l'expansion des activités du PEC en réponse aux besoins spécifiques de la région et aux demandes mondiales. Des facteurs tels que le taux d'inflation dans la région, y compris la Jamaïque où le Secrétariat est situé (2014 : 6,4 %, 2015 : 3,7 %, 2016 : 1,7 %) contribuent également aux croissantes pressions financières. En plus des augmentations salariales minimales du personnel des Nations Unies, il y a une augmentation des coûts des services qui contribue par la suite à l'augmentation des coûts d'exploitation et d'activité
8. Des efforts continuent d'être déployés par le Secrétariat pour solliciter des fonds auprès d'autres sources telles que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres donateurs. En plus de la mise en œuvre d'activités au sein des projets, le Secrétariat s'est bénéficié du partage des coûts opérationnels avec ces projets,

qui a par la suite réduit ces coûts pour le CTF. Le Secrétariat prie instamment les gouvernements de membre du PEC de s'efforcer dans le paiement de leurs contributions et des arriérés afin de maintenir l'élan et de faciliter la mise en œuvre des projets/activités prioritaires dans la région. Selon la décision 1 (3) de la 16^{ème} IGM et 13^{ème} Conférence des parties, le Secrétariat ne sera pas en mesure de couvrir les coûts de ces États membres qui participent aux réunions intergouvernementales de la Convention de Carthagène et ses protocoles, qui ont des arriérés importants dans leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes sauf dans le cas où un calendrier de paiement pour le paiement des arriérés est convenu par écrit par le parti et un premier versement est fait.

III. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA PREVENTION DE LA POLLUTION

Coordination des programmes

9. Ce rapport présente l'état des activités du sous-programme sur l'évaluation et la gestion de la Pollution de l'environnement (AMEP) pour l'exercice biennal 2015-2016.
10. L'AMEP vise à aider les pays de la région des Caraïbes à contrôler, prévenir et réduire la pollution de leurs environnements côtiers et marins, permettant ainsi honorer leurs obligations sous les protocoles relatifs aux sources terrestres de pollution marine (LBS) et aux déversements d'hydrocarbures de la Convention de Carthagène.
11. Le AMEP vise à :
 - a) Coordonner et superviser la mise en œuvre au quotidien des projets et activités de l'AMEP dans le cadre de la Convention de Carthagène ;
 - b) S'assurer que la formulation et la mise en œuvre des projets et activités respectent les obligations des protocoles des LBS et des déversements d'hydrocarbures;
 - c) Promouvoir ratification, adhésion et la mise en œuvre effective des protocoles des LBS et des déversements d'hydrocarbures;
 - d) Améliorer la coordination, de collaboration et la communication avec les organisations régionales et internationales pertinentes à l'élaboration et la mise en œuvre des activités et projets de l'AMEP ; et
 - e) Renforcer la participation des Centres d'activité régionale (CAR) des LBS et des déversements d'hydrocarbures dans la conception et la mise en œuvre des projets et des activités de l'AMEP.
12. Les activités spécifiques pour cet exercice biennal sont tombées sous les éléments suivants de programme (sous-programmes) et projets ci-après:
 - **Projets du FEM :**
 - i. Tester un Prototype du Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées (FEM CRew) ;
 - ii. Mise en œuvre intégrée des terres, l'eau et la gestion des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes (FEM IWEco) ;
 - **De surveillance et d'évaluation** - Etat de la zone de la Convention dans la région des Caraïbes (WCR) ;
 - **Gestion des déchets** – Mise en œuvre du Plan d'Action régional sur les déchets marins (RAPMaLi) ;
 - **Programmes d'Action nationaux (PAN)** – Mise en œuvre des PAN pilote pour la gestion des éléments nutritifs
13. Le suivant fournit un bref aperçu du sous-programme de l'AMEP et met en évidence des projets et des activités importantes qui sont extérieurement financé.

Présentation du programme

- L'officier du Programme de l'AMEP a continué d'être responsable de la coordination et la supervision de la mise en œuvre des activités du programme pour l'exercice biennal avec l'appui de l'équipe adjoint de AMEP/AECG et l'assistant du Programme de l'AMEP en 2015, ainsi que deux stagiaires d'été : Mme Lowine Hill de Guadeloupe et Mme Jody Kay Maxwell de la Jamaïque. La nouvelle Coordinatrice des

- CAR /RCU, qui a pris ses fonctions le 16 novembre 2015, a joué un rôle de soutien pour promouvoir la ratification et l'application du Protocole LBS. Les administrateurs des LBS CARs et les gestionnaires du projet régional pour les projets du FEM ont fourni plus du soutien dans les programmes et techniques.
- Au cours de l'exercice biennal, le Programme de l'AMEP a également été responsable du sous-programme CETA et a participé à la surveillance de l'assistant des systèmes d'ordinateur/Information.
 - L'officier du Programme de l'AMEP a supervisé le spécialiste des Communications et l'assistant d'Administration qui a fourni une assistance dédiée pour la mise en œuvre du projet du FEM CREW.
 - Un certain nombre de contrats ont été entrepris dans l'exécution du sous-programme de l'AMEP pendant la période 2015-2016. Un résumé de ces contrats est détaillé dans UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.3 Rev.1.
14. Au cours de la période considérée, le sous-programme de l'AMEP, à travers de l'officier le personnel du Programme de l'AMEP, a soutenu des activités nationales et régionales en ce qui concerne la réduction de la pollution dans la région des Caraïbes et la sauvegarde de l'environnement côtier et marin, en représentant plusieurs comités nationales, régionales et mondiales (pour plus d'informations, voyez UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.3 Rev.1).
 15. Le sous-programme de l'AMEP a été représenté dans plusieurs conférences et réunions régionales et mondiales. Les représentants de l'AMEP ont contribué avec présentations orales et par affiches, stands d'exposition avec la reproduction de vidéos, matériel promotionnel, des affiches des travaux relatifs au Protocole LBS. Une liste complète de ces rencontres est présentée à l'Annexe VI.
 16. Le Programme de l'AMEP a pris plusieurs mesures tout au long de l'exercice biennal visant à établir et améliorer la communication avec les divers intervenants ainsi que faciliter le partage des connaissances. Ces mesures, qui sont décrites dans le tableau 2 de UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.3 Rev.1, ont mis en évidence et ont promu les idées et les actions et ont fait des contributions dans les activités nationales et régionales visant à susciter l'intérêt et le soutien aux efforts nationaux et régionaux de prévention et de réduction de la pollution.
 17. Le Secrétariat a continué de mettre l'accent sur les activités pour la promotion du Protocole des LBS aux niveaux national et régional pendant 2015 et 2016. Au cours de l'exercice biennal, confirmation a été reçue du gouvernement colombien comme dépositaire pour la Convention de Carthagène, de la ratification du protocole LBS par la Jamaïque en novembre 2015 et Costa Rica en mai 2016. Cette récente ratification a porté le nombre de pays ayant ratifié le Protocole LBS à treize (13).
 18. Le sous-programme de l'AMEP a continué à développer et renforcer les relations avec les organisations régionales et internationales. Des réunions de coordination ont eu lieu avec plusieurs agences collaboratrices.
 19. Le groupe de travail sur l'évaluation et la surveillance de l'environnement a continué à travailler pendant l'exercice biennal vers la poursuite du développement d'un plan pour le Rapport sur l'état de la zone de la Convention (SOCAR). Le sous-programme de l'AMEP a organisé un atelier d'Experts régionales sur la SOCAR en Jamaïque, août 2016, ce qui a abouti à un accord pour utiliser le approche des forces motrices, pressions, état, impact, réponses (DPSIR) pour le développement ultérieur du rapport.
 20. LBS CAR ont continué à jouer un rôle important dans le développement et la mise en œuvre des projets de l'AMEP. Le Centre d'activités régionales pour les déversements d'hydrocarbures, RAC-REMPEITC a aidé les pays à se conformer avec la désignation d'une zone spéciale de MARPOL dans l'annexe V, les déchets d'exploitation pour les Caraïbes, qui est entré en vigueur en mai 2011. Une liste des experts/technique et d'autres réunions les LBS CAR ont aidé à organiser et la convocation peut être trouvée à l'annexe VI.
 21. Conformément à la décision III de la 16e IGM et la 13e Conférence des parties (voir annexe I), un accord formel a été signé entre le PNUE-PEC et le gouvernement de Curaçao pour l'hébergement des LBS CAR REMPEITC-Caraïbe lors de la 8e réunion du RAC du Comité directeur ordinaire tenue à Willemstad, Curaçao dès le 19-20 mai 2016. L'accord de siège avec le RAC IMA de Trinidad et Tobago a été finalisé et la signature officielle devrait avoir lieu au début du 2017.

22. Un Bureau sous-régional du PNUE pour les PEID des Caraïbes a été établi en février 2016, avec des opérations basées au PNUE-PEC à Kingston, Jamaïque. Le sous-programme de l'AMEP travaillera en collaboration avec ce bureau afin de permettre des plus grandes synergies et coordination entre les travaux du PNUE dans la région des Caraïbes et la mise en œuvre du Plan de travail du PEC à l'appui de la Convention de Carthagène et ses protocoles
23. La gestion des eaux usées a continué à être un thème important pour le sous-programme de l'AMEP avec la mise en œuvre du projet financé par le FEM «Tester un Prototype du Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées» (FEM CReW) projet qui fermera officiellement en décembre 2017. Le PNUE-PEC appuie le projet du CReW en mettant en lumière quelques-unes des réalisations majeures des projets dans les enceintes régionales et internationales comme Telles que la 8e Conférence biennale internationale sur l'eau du FEM et la 24e Conférence annuelle et exposition de l'Association des eaux et eaux usées des Caraïbes. Le site Web (www.gefcrew.org) a été également remodelé au cours de l'exercice biennal.
26. Le sous-programme de l'AMEP a fait des avances significatives pour réduire le niveau de pollution dans la région des Caraïbes provenant de sources terrestres à travers du projet du FEM CReW. La formation a été dispensée à plus de 600 personnes dans la gestion des eaux usées, y compris sur la sélection des technologies de traitement des eaux usées, la gestion de l'eau et des eaux usées, la gouvernance et l'assainissement. Ces séances ont été menées en collaboration avec plusieurs organismes, y compris la Banque de développement des Caraïbes (BDC), l'Association des eaux douces et usées des Caraïbes (CAWASA), la Banque mondiale, la BID, Partenariat mondial de l'eau des Caraïbes, UNITAR, Université de technologie Jamaïque et le Centre de l'eau (Mexique).
27. La nouvelle ratification du Protocole des LBS a été promu par le sous-programme de l'AMEP pendant l'exercice biennal avec le développement de nouveaux produits de sensibilisation qui comprenaient l'infographie, des présentations techniques, des publications et des fiches d'information. Une liste compréhensive mais non exhaustive de ces produits de sensibilisation est fournie à l'Annexe V du UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.3 Rev.1.
28. Conformément aux décisions VII et VIII de la 16^{ème} IGM et 13^{ème} Conférence des parties, le sous-programme de l'AMEP a travaillé avec le sous-programme du SPAW et l'unité de gestion du projet du projet sur les grands écosystèmes marins financé par le FEM (GEF CLME) au cours de l'exercice biennal, pour soutenir le développement du Programme d'actions stratégiques (pas) et le Document du projet complet (ProDoc) pour la mise en œuvre du catalyseur du Programme d'actions stratégiques (pas) pour la gestion durable des ressources marines vivantes partagée dans la région CLME+ (PNUD/FEM CLME+)
29. Le projet des écosystèmes marins grands du plateau du Nord de Bresil et la Caraïbe et (CLME+). Plusieurs contributions ont été fournies sur la manière dont le projet CLME+ appuierait le Protocole LBS et l'élaboration du rapport sur l'état de la zone de la Convention.
30. La première réunion du Comité directeur du projet CLME+ et l'atelier de lancement ont eu lieu à Carthagène (Colombie) en janvier 2016 et la deuxième réunion du groupe de la direction de projet a eu lieu en septembre 2016 à Miami, Floride. Le sous-programme de l'AMEP soutiendra directement les travaux sur la gestion écosystémique / une approche écosystémique de la pêche (EBM/EAF) au sein de la région CLME+, ainsi que sur la réduction de la pollution, en particulier de nutriments, la restauration de l'habitat et la gouvernance régionale. Un aperçu du projet FEM CLME+ et sa mise en œuvre conjointe avec les sous-programmes de l'AMEP et le SPAW est présenté comme Document d'Information UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.7.
31. À partir des résultats et les leçons du projet GEF IWCAM, une proposition de suivi du FEM intitulé «Mise en œuvre de la gestion intégrée des terres, de l'eau et des eaux usées dans les PEID des Caraïbes» (IWEco), a été présenté et approuvé plus tard par le FEM en mars 2015. Le projet a terminé sa phase de lancement. La première réunion du Comité directeur du projet et le premier atelier ont eu lieu à Kingston, en Jamaïque, en septembre 2016.
32. Pendant l'exercice 2015-2016, des efforts ont continué à accroître la participation de tous les nationaux et techniques de points focaux impliqués dans les activités et projets de l'AMEP.

33. Le PNUE-PEC a continué à travailler avec les points focaux LBS pour promouvoir et faciliter la ratification du protocole LBS dans la région des Caraïbes.

Coût et dépenses de la Coordination du programme (en USD)

Période du Projet	Source de financement	Budget prévisionnel (2015 - 2016)	Dépenses (2015 - 2016)
2015-2016	CTF	1 092 000	754 861 ¹

Projets du FEM

(1) Tester un Prototypé du Fonds régional des Caraïbes pour la gestion des eaux usées (FEM CREW)

Arrière-plan

34. Organismes d'exécution de FEM CREW, le PNUE et la BID, ont demandé et reçu une aide du FEM au nom des pays de la région des Caraïbes afin d'améliorer la capacité de gestion des eaux usées grâce à l'élaboration d'un Prototypé du fonds régional comme une possible modalité pour fournir un financement durable pour les projets de gestion des eaux usées dans la région tout en répondant aux contraintes de capacités clés au sein des politiques et des cadres juridiques pour la gestion des eaux usées. Il a été convenu par les pays et les organismes d'exécution que le PNUE-PEC serait l'agent d'exécution régional pour le projet.
35. Le projet du CREW a porté sur les obstacles rencontrés par les pays de la région des Caraïbes pour répondre à leurs obligations en vertu du protocole LBS. Parmi les obstacles rencontrés, notés dans le Rapport 2006 du PNUE mondial, figurent les contraintes financières importantes qui existent et le manque de financement adéquat et abordable pour les investissements dans la gestion des eaux usées de la région des Caraïbes. Autres obstacles comprennent des politiques nationales inadaptées, des lois et des règlements ; imposition limitée des lois et réglementations ; manque de communication et de collaboration entre différents secteurs et organismes qui contribuent à une approche fragmentée de la gestion des eaux usées ; connaissance limitée, connaissance et compréhension des technologies de traitement des eaux usées approprié, des technologies alternatives et peu coûteuses de traitement des eaux usées; et des capacités techniques limitée dans l'élaboration des propositions de projet, l'exploitation et l'entretien des systèmes de traitement et le suivi et l'analyse des rejets et impacts des eaux usées.
36. La date du début du projet était en juin 2011 et la date d'achèvement prévue pour les activités du PNUE-PEC est en juin 2017 avec la fermeture formel du projet prévu en décembre 2017.
37. Les pays bénéficiaires du projet sont les suivants: Antigua et Barbuda, Barbade, Belize, Costa Rica, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaïque, Panama, Sainte-Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, Suriname et Trinité et Tobago. Le projet d'équipe a quatre pays pilotes - Jamaïque, Belize, Guyana et Trinité et Tobago.
38. Le projet complet se compose de cinq éléments : Investissement et financement novateur pour la gestion des eaux usées (BID) ; Réformes de la gestion des eaux usées (UN environnement) ; Communications, sensibilisation et échange d'information (le PNUE) ; Suivi et évaluation (BID/PNUE) et gestion du projet (BID/PNUE).
39. Les objectifs du projet sont de : (1) Mettre en place des mécanismes de financement novateurs pour un financement rentable et durable de la gestion des eaux usées dans la Région des Caraïbes ; (2) faciliter les discussions de politique, de renforcer le cadre législatif ; et (3) faciliter l'échange de connaissances et le dialogue régional parmi les acteurs clés dans la région des Caraïbes.

Résultats attendus

40. Les résultats escomptés pour ce projet sont :

¹ Le coût de la coordination des programmes comprend la dotation, voyage, rapport, communication, équipements, administration. Frais de soutien de bureau y compris les Communications, Equipement, & Administration du sous-programme AMEP ont été estimés jusqu'à la fin de septembre 2016.

- Amélioration de l'accès au financement de la gestion des eaux usées ;
- Mise au point de projets pilotes ;
- Amélioration des capacités techniques pour la mise en œuvre du projet ;
- Réduction de la pollution terrestre des eaux terrestres et côtières des eaux usées non traitées dans les sites des projets pilotes;
- Sensibilisation accrue des parties prenantes aux solutions de gestion des eaux usées acceptables, durables et rentables;
- Augmentation de l'intérêt et de la demande pour les mécanismes de financement dans la région des Caraïbes ; et
- Accroissement des connaissances, de la diffusion de l'information et de l'utilisation de méthodes et pratiques participatives par les agences gouvernementales, le secteur privé et la société civile sur la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes.

Coût et dépenses du projet (en USD)

Durée du projet	Coût total du projet	Source de financement	Budget Total du PNUE	Budget Projeté Pour le projet (2015-16)	Budget Réelle (2015-16)	Dépenses (2015-16)
2011-2016	20 000 000 ²	FEM	3 355 000	993,314.90	993,314.90	963,190.27 ³

Résultats et rapport de l'état récapitulatif

41. Au cours de l'exercice biennal, modèles et outils pour la politique de traitement des eaux usées ont été développés pour aider les gestionnaires des eaux usées, chef technocrates et officiers principaux des politiques pour élaborer et appliquer des politiques de traitement des eaux usées améliorant ainsi la gestion globale du secteur. Les boîtes à outils servira de guide de référence pratique pour stimuler le changement dans la façon dont les politiques de gestion des eaux usées sont élaborés et révisées à l'avenir.
42. Le renforcement des capacités nationales à l'appui des réformes politiques, institutionnelles et juridiques pour la gestion des eaux usées à travers des accords de financement à petite échelle (SSFA) s'est produit dans tous les pays participants. Les SSFA ont été développées spécifiquement entre le PNUE-PEC et les gouvernements d'Antigua et Barbuda, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Jamaïque et Panama respectivement au cours de l'exercice biennal. Le Secrétariat a dû relever des défis en ce qui concerne le versement de fonds aux partenaires suite à la mise en œuvre de la nouvelle plateforme administrative / comptable (UMOJA) qui a entraîné des retards de paiement. Des extensions de contrat ont donc été effectuées pour permettre la mise en œuvre du projet
43. L'une des principales activités de renforcement des capacités menées en 2015 comprenait un atelier sur l'assainissement et la gouvernance qui s'est tenu à Antigua et Barbuda du 23 au 27 février 2015. Le PNUE-PEC, grâce au projet FEM CReW, en partenariat avec la Banque de développement des Caraïbes (BDC) et l'Association des eaux et égouts des Caraïbes (CAWASA) pour organiser cet atelier lequel a dispensé une formation sur la réforme des services d'eau pour les services d'eau et a été complété avec succès par trente-huit professionnels des compagnies d'eau et d'assainissement et des ministères de la santé. L'atelier a également renforcé les capacités dans des domaines tels que le genre, le changement climatique, l'utilisation des eaux usées comme ressource et le suivi et l'évaluation. Il s'agissait d'un suivi d'un cours en ligne de huit semaines sur la gouvernance et l'assainissement urbain qui était géré par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), également avec le PNUE-PEC dans le cadre du projet.

² La phase de préparation du projet n'est pas incluse, indique FEM Fonds seulement

³ Dépenses du PNUE à concurrence du 30 September 2016

44. Autres activités de renforcement des capacités : ▪ Formation régionale sur le suivi et l'évaluation des eaux usées domestiques, menée par le LBS RAC CIMAB à La Havane, Cuba, du 13 au 17 avril 2015; ▪ Atelier régional sur l'évaluation des ressources organisé à Miami du 23 au 24 août 2015 ; ▪ Conférence sur la santé environnementale CARPHA tenue à Sainte-Lucie du 18 au 20 novembre 2015 ; ▪ et un atelier National de gestion des eaux usées à Kingston , Jamaïque du 23 au 24 novembre 2015. Toutes ces activités de renforcement des capacités nationales et régionales ont été utilisées pour promouvoir l'importance de la ratification et l'application du protocole et en particulier pour aider les pays à respecter leurs obligations en vertu de l'annexe III du protocole sur les eaux usées domestiques.
45. Dans le cadre du projet, le PNUE-PEC en partenariat avec l'Institut des ressources mondiales (WRI) pour mener des études pilotes sur la valorisation des ressources à trois sites de deux pays participants – Panama et Trinité et Tobago. En collaboration avec des organismes locaux, les études dirigées par le WRI ont examiné les compromis entre l'écosystème et la santé humaine et le coût de l'investissement dans la gestion améliorée des eaux usées domestiques. L'objectif global des études d'évaluation était d'améliorer la compréhension régionale des connexions entre le traitement des eaux usées et la santé humaine et écosystémique et de renforcer les capacités au sein de la région des Caraïbes pour la conduction d'évaluations des ressources économiques liées aux investissements des gestion des eaux usées et d'utiliser les résultats pour élaborer une méthode générale pour évaluer les ressources économiques qui pourrait être appliquée dans tous les pays des Caraïbes. Les expériences de l'élaboration et l'application de cette méthode d'évaluation de ressources pour la planification de la gestion des eaux usées ont été partagées avec les pays participants du FEM CReW à l'atelier régional de valorisation de ressources dont il est question au point 42.
46. Le PNUE-PEC a convoqué et/ou participé à plusieurs autres réunions pendant l'exercice biennal, où le travail du projet FEM CReW, la Convention de Carthagène et en particulier le protocole LBS et la gestion des eaux usées ont été présentés. Ils comprenaient : ▪ Atelier sur la stratégie de réplication du FEM CReW à Kingston, en Jamaïque, du 4 au 8 mai 2015 où information a été recueillie pour le développement d'un nouveau Formulaire d'identification du projet (PIF) pour un projet de suivi du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)–CReW+; ▪ la quatrième (et dernière) réunion du Comité directeur du projet à Antigua (Guatemala) du 7 au 9 juillet 2015 où une mise à jour sur l'état d'avancement de toutes les composantes du projet a été fourni ; ▪ Atelier sur l'élaboration de stratégies pour les eaux usées et les récifs de la TNC à Miami, du 23 au 25 mars 2015 ; ▪ Association des Eaux et Eaux Usées des Caraïbes (AEEC) 24e Exposition et Conférence à Miami, USA ; ▪ l'atelier régional sur la politique et l'application de la loi à Trinité-et-Tobago du 15 au 19 février 2016 ▪ et la troisième réunion du Comité consultatif, scientifique et technique (STAC) pour le protocole LBS du 31 octobre au 2 novembre 2016. Plusieurs présentations ont été faites relatives à la gestion des eaux usées, le protocole LBS et le projet du FEM CReW lors de ces événements.
47. À travers du projet CReW, PNUE-PEC a renforcé son partenariat avec plusieurs organismes régionaux et internationaux et a fourni des apports techniques pour problèmes de pollution actuels et émergents dont : ▪ la première exposition et conférence sur les déchets et l'énergie à Grenade du 20 au 23 janvier 2016; ▪ la première réunion du Comité directeur et atelier de lancement du projet PNUD/FEM CLME+ en Cartagena Colombie-du 26 au 28 janvier 2016 ; ▪ Caraïbes plateforme pour la réunion de gestion des éléments nutritifs à Trinidad et Tobago, du 23 au 25 février 2016 ; ▪ et la huitième Conférence biennale sur les eaux internationales de la Facilité mondiale pour l'environnement (IWC8) au Sri Lanka du 9 au 13 mai 2016.
48. Plusieurs nouvelles publications ont été développées pendant l'exercice biennal et plusieurs éléments ont été créés pour favoriser une plus grande sensibilisation du public à l'égard des questions liées aux eaux usées et renforcer les partenariats avec les médias. Ils comprenaient : Six bulletins trimestriels; ▪ quatre nouvelles séries d'affiches (Changing for Better); ▪ quatre communiqués de presse; ▪ et trois feuilles d'information. Quatre vidéo-documentaires ont été diffusés au cours de la période (▪ Avertissement relatif aux eaux usées: Danger pour la santé ▪ Politique sur les eaux usées: Une priorité pour les Caraïbes ▪ Le Belize Pilot ▪ et La valeur de l'action (valorisation des ressources). Trois autres vidéos ont été développées, dont deux devraient être diffusées en décembre 2016 (Le Pilote en Jamaïque et les leçons apprises et les eaux usées comme ressource de CReW) et la troisième (Le Pilote en Guyane) en suspens en raison des changements de projet dans le pays participant, le Guyana.

49. Tous les documents d'information produits ont été publiés sur le site Web redessiné qui a été achevé en février 2015. La plate-forme Joomla du site redessiné facilite la diffusion d'informations plus facile et plus rapide aux parties prenantes et est liée à la page Facebook du projet qui a attiré une croissance constante des adeptes.
50. Une communauté de pratique (CoP) a été créée en décembre 2015, avec l'aide du PNUE-PEC, pour servir de forum et de mécanisme clé pour le partage des connaissances et des bonnes pratiques et pour tirer les leçons de tous les volets du projet. Une des leçons tirées de l'établissement d'une CoP est qu'une telle initiative devrait être entreprise à une phase antérieure d'un projet. L'information qui devrait émaner de la CoP aidera à appuyer la prise de décision concernant la gestion des eaux usées et les projets connexes à l'avenir. Un lien pour la CoP se trouve actuellement sur le site Web du FEM CReW (www.gefcrew.org) qui se connecte à un espace membre sur le site Web de la BID, car cet aspect du projet a été géré par la BID
51. Un groupe consultatif technique de points focaux nationaux a été créé pour appuyer l'élaboration d'un plan de mise en œuvre d'un système de suivi, d'évaluation et de rapport sur la gestion des eaux usées, y compris la conception d'une base de données de M&E sur la gestion des eaux usées. Le PNUE-PEC a utilisé l'apport de ce groupe pour informer l'élaboration de deux documents: *Partenariats pour la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes* et *Une analyse de la situation des plates-formes de gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes*. Ces efforts serviront de base pour la poursuite du développement d'un Mécanisme d'échange (CHM) sur les eaux usées pour servir de plateforme de base de données pour la région des Caraïbes. Le site Web existant du projet FEM CReW est actuellement en train d'être incorporé dans le site Web du PNUE-PEC (www.cep.unep.org) et fonctionnera comme un CHM initial pour la gestion des eaux usées dans la région. Cela sera développé dans les projets de gestion des eaux usées futures et initiatives, y compris CReW+, sous réserve de l'approbation de la proposition du projet par le FEM.
52. Dans le cadre des activités de réalisation de projet, un document de synthèse, *Tracer un nouveau cours pour la gestion des eaux usées dans la région des Caraïbes : Le voyage du FEM CReW*, s'est achevée en mai 2016. Le document capture les défis, les expériences et les leçons apprises et se trouve dans la section de Publications du site Web du FEM CReW (www.gefcrew.org/index.php/publications).
53. Le PNUE-PEC a fourni des contributions dans le projet annuel de rapports d'exécution (PIR) pour les périodes du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015 et le 1er juillet 2015 au 30 juin 2016. Les deux rapports ont été soumis au FEM par l'organisme d'exécution, la BID. Le PIR plus récente est disponible comme Document d'Information UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.18 Rev.1.
54. Le PNUE-PEC a appuyé la réalisation d'une évaluation externe du projet. Le rapport d'évaluation finale est fourni comme un Document d'Information pour la réunion – UNEP(DEPI)/CAR IG.38/INF.4

(2) Mise en œuvre de la gestion intégrée des terres, de l'eau et des eaux usées dans les PEID des Caraïbes (FEM IWEco)

Arrière-plan

55. Les petits États insulaires en voie de développement des Caraïbes sont confrontés par multiples menaces, y compris la dégradation des ressources en terres et en eau, appauvrissement des ressources biologiques et un fonctionnement écosystémique compromis dû à des pressions de développement intenses sur des environnements très fragiles.
56. Compte tenu de la rareté spatiale et temporelle des ressources en eau dans de nombreux pays des Caraïbes, plusieurs communautés souffrent d'une insuffisance d'eau potable et souffrent de problèmes de santé liés à l'eau potable, le manque d'accès à des services d'assainissement durables et à un mauvais traitement des eaux usées.
57. Les pressions croissantes sur le développement ont entraîné une augmentation considérable de la production de sources terrestres de pollution marine à partir d'un large éventail de sources ponctuelles et non ponctuelles. La conversion des terres, de la forêt à la couverture non forestière et des pratiques de gestion des terres non durables est le principal facteur déclencheur d'une érosion accélérée. Le projet de l'Institut des ressources mondiales (WRI) intitulé «Ridge à Reef», a noté que le chargement des sédiments présentait un risque très

important pour la santé et la productivité des récifs dans la région des Caraïbes. La conversion des écosystèmes forestiers et côtiers / aquatiques a entraîné une perte de richesse et de diversité des espèces dans tous les pays des Caraïbes.

58. Le changement climatique est un facteur important qui peut accélérer le taux de dégradation des écosystèmes sensibles dans les PEID des Caraïbes. En raison de l'augmentation des températures de surface de la mer, la fréquence des ouragans et des précipitations de forte intensité risque d'aggraver la dégradation des terres et l'altération des écosystèmes et d'accélérer la détérioration des écosystèmes marins par la mobilisation des polluants et des sédiments. Les efforts déployés pour réduire les impacts environnementaux négatifs, protéger les bassins versants et préserver la biodiversité menacée tout en soutenant les moyens de subsistance traditionnels ont été frustrés par la faiblesse des politiques, des réglementations et des environnements institutionnels. La disponibilité des ressources humaines et financières au sein des organismes responsables de l'État reste limitée et aggravée par des incitations économiques limitées qui soutiendront l'engagement du secteur privé à investir dans des processus de production plus verts et plus propres.
59. Le concept de gestion « Ridge à Reef » ou l'approche de la Gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières dans les petits États insulaires des Caraïbes (IWCAM) pour les ressources naturelles dans les petites îles fournit un fondement pour relever les multiples défis pour la gestion et la conservation de l'eau durable, la terre (y compris les forêts) et la biodiversité, et la réduction, la prévention et le contrôle de la pollution.
60. Le PNUE-PEC a développé et reçu du financement avec succès par le Secrétariat du FEM pour un nouveau projet au nom des petits États insulaires en voie de développement des Caraïbes qui ont participé au projet FEM-IWCAM. Ce nouveau projet, intitulé *Mise en œuvre intégrée des terres, l'eau et la gestion des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes* (FEM IWECO), a été approuvé en avril 2015 et fonctionnera pendant une période de cinq ans à partir de 2015-2020. Le PNUE-PEC sera les co-partenaires de la mise en œuvre du projet, avec le PNUE-PEC étant l'organisme principal d'exécution. Le PNUE-PEC sera le principal organisme co-exécutant avec CARPHA en tant qu'autre agence d'exécution.
61. Le projet du FEM IWECO contribuera à améliorer la gestion et la protection de ressources terrestres, côtières et marines de la mer des Caraïbes dans le cadre de la Convention de Carthagène et les protocoles du LBS et SPAW. Il favorisera l'intégration IWRM et les principes de gestion des écosystèmes avancés dans le cadre du projet FEM-IWCAM dans les cadres nationaux de développement. Le projet mettra également en œuvre des solutions innovantes pour réduire la pollution et améliorer les ressources en eau douce et côtière, en tenant compte des nouveaux défis posés par le changement climatique et la variabilité du climat.

Objectif (s)

62. Réaliser la mise en œuvre d'une approche intégrée de la gestion des services relatifs à l'eau, aux sols et aux écosystèmes, appuyée par des réformes politiques, institutionnelles et législatives et mettre en œuvre des technologies appropriées et efficaces pour accélérer la contribution aux objectifs mondiaux d'accès à des sources d'approvisionnement en eau sûres et fiables et à un assainissement amélioré et contribuant à l'amélioration du fonctionnement des écosystèmes dans les Caraïbes.

Résultats attendus

63. Les résultats attendus du projet sont :

- Résultat C1.1 vérifiable, la réduction du stress fondée sur des données probantes dans les sites du projet grâce à des interventions appropriées en matière d'aménagement durable des eaux, des terres et des écosystèmes qui tiennent compte des changements climatiques;
- Résultat C1.2 Amélioration des moyens de subsistance et avantages socio-économiques pour les communautés ciblées grâce à l'amélioration du fonctionnement des services écosystémiques;
- Résultat C2.1 Renforcement des systèmes nationaux et régionaux de surveillance de l'état de l'environnement en ce qui concerne les principaux accords internationaux;

- Résultat C3.1 Renforcement des politiques et de la législation pour une gestion efficace des ressources de l'eau, la terre et les écosystèmes qui tiennent compte des changements climatiques ;
- Résultat C3.2 renforcement de la capacité des institutions nationales et régionales et d'autres intervenants pour la gestion de l'eau, la terre et des écosystèmes qui tiennent compte des changements climatiques ; et
- Résultat C4.1. Améliorer l'engagement et accès à l'information pour les praticiens et autres intervenants par l'entremise de réseaux pour partager des connaissances ciblées.

Pays bénéficiaires

Antigua & Barbuda, Barbade, Bahamas (*l'examen par le FEM*), Cuba, République dominicaine, Grenade, Jamaïque, Saint Kitts & Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent & les Grenadines et Trinidad & Tobago.

Coût et dépenses du projet (en USD)

<i>Durée du projet</i>	<i>Coût total du projet</i>	<i>Source de financement</i>	<i>Budget prévisionnel (2015-16)</i>	<i>Budget Réel du projet (2015-16)</i>	<i>Dépense⁴ (2015-16)</i>
2015-20	19,222,571	FEM	5 035 329	2 000 000	227,481.43

Statut

64. Le PNUE-PEC a reçu en 2013 une subvention de préparation du projet du Secrétariat du FEM pour lancer l'élaboration d'une proposition de projet de grande envergure pour le FEM IWeco avec l'aide de l'Agence caribéenne de santé publique (CARPHA) La proposition d'un grand projet a été soumise au Secrétariat du FEM en juin 2014 et a reçu l'approbation du projet en avril 2015. Le document du projet est fourni comme Document d'Information UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.9.
65. Des points focaux nationaux et des coordinateurs de pays ont été identifiés pour l'élaboration de propositions de projets nationaux dans huit pays participants (Antigua & Barbuda, Cuba, République dominicaine, Jamaïque, St Kitts & Nevis, Sainte-Lucie, St Vincent & les Grenadines et Trinidad & Tobago) pour permettre à chacun d'entreprendre des recherches préliminaires, préparer les antécédents, l'analyse de la situation et le cadre logique chiffré qui a fourni la justification et a constitué la base des interventions nationales du projet du PNUE-PEC travaille en collaboration avec ces pays pour mettre à jour les documents de leur projet, le cas échéant, notamment en préparant des plans de travail, des budgets et des échéanciers révisés, et en justifiant les modifications faites à leur soumission initiale.
66. Le PNUE-PEC a complété avec succès le développement et la soumission d'un projet de taille moyenne (MSP) pour les Bahamas, qui avait exprimé le désir de participer au projet après que le PIF pour le projet FEM IWeco a été présenté. Sous réserve de l'approbation du Secrétariat du FEM, le MSP sera exécuté dans le cadre du projet IWeco.
67. Pour les interventions nationales, les pays ont engagés une partie de leur allocation nationale STAR. L'allocation STAR (acronyme pour le Système Transparent d'Allocation des Ressources, modalité de financement du FEM au titre de la reconstitution deth 5) est une ressource du FEM allouée aux pays dans trois domaines d'intervention; le changement climatique, la biodiversité et la dégradation des terres. Cuba, la République Dominicaine et la Jamaïque ont commis leurs ressources pour la participation au projet IWeco dans le cadre de leur zone de focalisation sur la biodiversité, tandis qu'Antigua & Barbuda, Saint Kitts & Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent & les Grenadines et Trinidad & Tobago ont commis leurs ressources dans le cadre de leur zone de focalisation sur la dégradation des terres. Les Bahamas ont également engagé une partie de leur allocation FEM-STAR dans le cadre de son portefeuille de ressources pour la diversité biologique.

⁴ Dépenses jusqu'au 30 septembre 2016

68. Les retards dans le démarrage du projet IWEco étaient initialement dus à des retards dans le processus d'approbation par le FEM. Cette situation a ensuite été aggravée par un passage du PNUE à un nouveau système administratif et de gestion de projet – UMOJA, Ce qui a eu des répercussions sur bon nombre des processus et des projets internes du PNUE.
69. Le momentum a maintenant repris pour le projet, en commençant par les annonces multiples de pré-réunion et de réunion aussi bien que les communiqués de presse. Une série de réunions de projets ont également été organisées par des partenaires du projet PNUD, CARPHA et le Programme de petites subventions du FEM à Kingston, en Jamaïque, du 19 au 22 septembre 2016 : réunion des agences d'implémentation et d'exécution ; Atelier de lancement ; et réunion du Comité directeur du projet. Une page Web consacrée au projet est en cours d'être élaborée et devrait être terminée au cours de l'exercice biennal.
70. Les termes de référence pour les cinq positions de projet ont été achevés et sont en train d'être annoncé. Recrutement du personnel devrait être rempli pendant le premier trimestre de 2017 pour un coordonnateur de projet régional, un spécialiste technique, un spécialiste des Communications, un agent des finances et un assistant d'équipe. L'unité régionale de coordination du projet sera basée dans les bureaux du PNUE-PEC. Un chef de projet intérimaire, M. David Simmons, a déjà été recruté par le PNUE pour aider à l'élaboration d'accords de coopération avec notre principal partenaire co-exécutant CARPHA et avec les pays participants.
71. Alors que le projet a été lancé officiellement en septembre 2016, la période d'août au 31 décembre 2016 sera considérée comme la Phase de lancement. La date du début officiel pour la déclaration des pays participants est le 1er janvier 2017 alors que tous les accords entre les pays participants et le PNUE devraient être terminés et le premier décaissement des fonds effectués.

IV. la biodiversité et zones protégées

Présentation du programme

72. Le présent rapport présente les priorités du Programme régional sur les zones spécialement protégées et la faune dans la région des Caraïbes (Programme SPAW) et le statut des activités pour l'exercice biennal de 2015-2016.
73. Les objectifs du Programme SPAW sont de :
- a) Augmenter significativement le nombre des, et améliorer la gestion des zones et espèces nationales protégées dans la région des Caraïbes (WCR) ;
 - b) Soutenir la conservation des espèces menacées et en voie de disparition et l'utilisation durable des ressources naturelles afin de les empêcher de devenir menacées et en danger ;
 - c) Développer une forte capacité régionale pour la coordination de l'échange d'informations, formation et assistance technique à l'appui des efforts de conservation de la biodiversité nationale ; et
 - d) Coordonner les activités avec les traités pertinents de la biodiversité internationale et des initiatives telles que la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention sur les zones humides d'Importance internationale (Ramsar), Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention interaméricaine pour la Protection et la Conservation des tortues marines (IAC) , l'Initiative internationale des récifs coralliens (ICRI) et son réseau mondial de surveillance, la Convention d'Abidjan et l'Initiative dans l'hémisphère occidental des espèces migratrices (WHMSI).
74. Durant la période 2015-2016, des activités ont été menées pour aider les pays à renforcer la gestion et la mise en réseau des aires marines protégées (MPA) et des espèces protégées, ainsi que la promotion et l'intégration des principes de l'approche écosystémique afin de faire face à la dégradation de certains services écosystémiques prioritaires et de répondre également par la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des ressources côtières. En outre, les activités visaient à reconnaître les aspects interdépendants et multidimensionnels des systèmes écologiques et sociaux. Cette approche a été appuyée par d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (MEA) tels que la CBD, l'IWC et la Convention de Ramsar.
75. Les activités visaient également à coordonner avec d'autres accords et programmes environnementaux traitant des questions relatives à la conservation de la diversité biologique particulièrement pertinentes au Protocole

SPAW, tels que la Stratégie du Programme des Nations Unies sur les mers régionales, le Programme de travail de la CBD, Ramsar, l'IWC, WCPA des Caraïbes, la Stratégie des Caraïbes de l'UICN et Biopama, la Convention interaméricaine pour les tortues de marines, le Projet FEM du Grand écosystème marin des Caraïbes (CLME), l'Initiative du défi des Caraïbes, FAO-COPACO, MARFund ICRI.

76. Des activités spécifiques pour le plan de travail 2015-2016 sont tombées sous cinq éléments principaux (sous-programmes) :
- a) Programme de Coordination ;
 - b) Renforcement des aires protégées dans la région des Caraïbes (y compris la formation et renforcement des capacités pour la gestion des zones marines protégées ;
 - c) Développement des lignes directrices pour les zones protégées et la gestion des espèces ;
 - d) Conservation des espèces menacées et en voie de disparition ; et
 - e) Conservation et utilisation durable des côtes et des écosystèmes marins (y compris les activités de l'ICRI).
77. En outre, le Secrétariat s'est concentré sur la collecte de fonds, la stratégie et la rationalisation des activités de SPAW car les ressources financières et humaines étaient limitées.
78. Pendant la période 2015-2016, la coordination quotidienne pour la mise en œuvre des activités du programme a continué d'être supervisée par l'officier du Programme SPAW, qui est responsable de la coordination générale du Programme SPAW, avec l'aide de l'Assistant de Programme SPAW. L'officier du Programme SPAW a servi comme officier en Charge du 1 mars -30 août 2015 après la retraite du coordinateur du Programme des Nations Unies pour l'environnement- le Programme pour l'environnement des Caraïbes (le PNUE-PEC) et par la suite est allé dans un congé spécial-sans-paie du 1er septembre 2015 au 31 mars 2016. Son poste a été pourvu temporairement pendant ce temps pour poursuivre la mise en œuvre des activités SPAW.
79. Un appui supplémentaire pour atteindre les objectifs de ce sous-programme a été reçu du Centre d'activités régional du SPAW (SPAW-CAR), situé en Guadeloupe et pris en charge par le gouvernement de la France. Depuis le début du 2009, SPAW-CAR a été accueilli par le Parc National de Guadeloupe. Depuis 2014, l'équipe de SPAW-CAR est composée d'un personnel permanent de trois personnes : un directeur, un coordonnateur principal de projet et un Assistant administratif. Cette équipe a été complétée par un personnel initial à court terme de quatre (trois plus tard), deux coordinateurs de projets (un contrat de travail se terminant à la moitié de 2016) et assistant administratif. Les salaires pour deux de ces postes était couverts par le biais de deux projets spécifiques : la troisième année du programme volontaire pour la biodiversité et les services écosystémiques dans les territoires d'outre-mer européens (BEST III) et le réseau de gestion des zones marines résilientes orientales des Caraïbes (ECMMAN). Dr. Sandrine Pivard a pris ses fonctions en septembre 2016 comme la nouvelle directrice du SPAW-CAR après le départ de Mme Anne Fontaine, qui a complété un mandat de deux années. Le CAR a appuyé le secrétariat avec diverses activités, tel que prescrit par la COP8, y compris le processus des zones et espèces protégées listées sous SPAW, la mise en œuvre des priorités du Plan d'Action pour la Conservation des mammifères marins dans la région des Caraïbes (MMAP), soutien des activités relevant du réseau des gestionnaires des aires marines protégées des Caraïbes (CaMPAM) et l'examen et la traduction d'un certain nombre de documents promotionnels. Pour plus d'informations sur les activités de SPAW-CAR, veuillez consulter UNEP(DEPI) / CAR WG.38/INF.4.
80. Conforme aux objectifs de développer des synergies, promouvoir le protocole et l'optimisation des ressources, les activités suivantes ont été effectuées :
- Collaboration avec BirdsCaribbean à l'appui de la conservation des espèces d'oiseaux. L'officier du Programme SPAW a présenté un exposé sur le Programme et le Protocole SPAW pour le Réseau d'éducation des Oiseaux des Caraïbes, à l'occasion du Festival des oiseaux des Caraïbes via un *Webinaire gratuit sur les oiseaux endémiques des Caraïbes*, sous le thème «Étendre vos ailes pour la conservation des oiseaux», 5 mai 2016.
 - Un mémorandum de coopération avec la Commission de la mer des Sargasses est en discussion en vue de renforcer les collaborations avec cette initiative.

- Coopération instaurée avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le Crime (UNODC) (avec l'appui du Consortium international sur la lutte contre le Crime de la faune (ICCWC)) et CITES via la participation à l' *Atelier régional de mise en application la faune des Caraïbes* sur le trafic illégal d'espèces, qui s'est tenue dans les Bahamas, du 20 au 22 juillet 2016, laquelle a réuni des experts et des représentants gouvernementaux de la région pour discuter et identifier les principales menaces et recommandations concernant la criminalité liée à la faune sauvage en vue de renforcer et d'améliorer la coopération et l'application régionales grâce à la création d'un Réseau de lutte contre le crime de la faune des Caraïbes (CaribWEN).
 - Participation à la 5^{ème} réunion de la Convention de Ramsar sur l' *Initiative régionale pour la Conservation et utilisation rationnelle des zones humides des Caraïbes - Cariwet* qui s'est tenue à Sainte-Lucie, 5le août 2016, où une présentation a été fournie sur le Programme et le Protocole SPAW SPAW-CAR.
 - Participation à le PNUE/CMS et au Premier Atelier régional du Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sur le renforcement des capacités pour les CMS non parties de la région des Caraïbes tenue à la Barbade, du 31 août au 2 septembre 2016 visant à informer les non-parties de la région des Caraïbes sur le travail et les objectifs de la Convention et comment s'adhérer au traité. La présentation a été livrée sur le Programme et le Protocole SPAW par le PNUE- Coordinatrice du PEC.
81. La coordination et la communication a été renforcée avec d'autres organisations sur diverses questions d'intérêt commun et conformément aux accords de collaboration établis avec beaucoup d'entre eux.
82. Plusieurs réunions ont été organisées ou assisté afin de continuer à promouvoir le protocole, le Programme et de développer des synergies. Un résumé de ces réunions est fourni à l'annexe VI du présent rapport et est aussi détaillé dans UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.3.
83. Plusieurs activités ont été entreprises par ou mis en œuvre en collaboration avec le Centre d'activités régionales SPAW (SPAW-car) en Guadeloupe. Des précisions figurent dans UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4.
84. Le Secrétariat a continué à coordonner et à coopérer, tant que possible, avec d'autres initiatives et projets importantes pour les écosystèmes côtiers et marins dans la région, y compris :
- Le projet ECOMMAN, la mise en place, dirigée par TNC (voir détails sous UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.5) ; et
 - Le meilleur 2.0 Programme Hub des Caraïbes dirigé par le SPAW grâce à une facilité de financement pris en charge par la Commission européenne dont l'objectif est de piloter un mécanisme innovant de financement pour la conservation de la biodiversité et du développement durable dans les Pays et territoires d'outre-mer de l'Union européenne (PTOM) pour les activités sur le terrain de petite et moyenne dimension sur le terrain. Les PTOM ciblés sont composé par 7 territoires SPAW (Saba, Sint Eustatius, Sint Maarten, Aruba, Curaçao, Bonaire et Saint Barthélémy), en mettant l'accent sur le développement local, conservation de la biodiversité et l'utilisation durable des services d'écosystème (voir détails sous UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4).

Projets et activités

(1) Renforcement des zones protégées dans la région des Caraïbes

Arrière-plan

85. Les objectifs de ce sous-programme étaient de:
- a) Renforcer la gestion des parcs et des zones protégées de la région des Caraïbes, y compris la communication entre les parcs et zones protégées dans la région ;
 - b) Aider les gouvernements et les organisations Non gouvernementales (ONG) avec le développement des capacités humaines pour augmenter l'efficacité des aires marines protégées, les sites et les systèmes nationaux ;

- c) Sensibiliser les gouvernements de la nécessité et l'importance du financement des zones protégées et promouvoir le développement des mécanismes de financement et des stratégies pour la gestion réussie des parcs et des zones protégées; et
- d) Promouvoir les zones protégées dans le cadre de la conservation des ressources naturelles importantes nécessaires pour le développement durable de la région.

Résultats et rapport de l'état récapitulatif

86. Au cours de la période considérée, la majorité des activités menées dans le cadre de ce sous-programme ont été mis en œuvre sous deux grands projets approuvés au titre du sous-programme du SPAW :

- Le projet du Réseau de gestion des zones marines résilientes orientales des Caraïbes (ECMMAN) est dirigé par TNC et financé par le ministère fédéral allemand de l'environnement, conservation de la nature, construction et sécurité nucléaire (BMUB) et vise à promouvoir les zones marines effectivement gérées dans la Caraïbe insulaire et les pays associés. À travers de CaMPAM, le SPAW-CAR a mis en œuvre des petites subventions pour appuyer le renforcement des MPA dans les zones de gestion marine existantes dans six pays de la Caraïbe orientale (Antigua et Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint Vincent et les Grenadines) grâce à la disposition de ressources financières et l'expertise technique (subventions CaMPAM-ECMMAN-Small) pour € 1,1 millions (janvier 2014-décembre 2016).
- Le projet de «*la biodiversité pour le développement durable dans les Caraïbes à travers de la Gestion axée sur les écosystèmes (EBM)*» a été signé à la fin de 2014 grâce au financement (€ 1.350.000 sur 3 ans) du Programme pour l'Environnement de la Direction Générale pour le Développement au sein du ministère italien des affaires étrangères. Son objectif est de "améliorer les moyens de subsistance des populations de la région des Caraïbes en contribuant à la conservation et la gestion durable de la biodiversité côtière et marine grâce à l'approche de la *gestion axée sur les écosystèmes (EBM)* ». Une série de projets pilotes dans certaines zones protégées des Parties du SPAW sont en cours :
- Projet d'accord de coopération avec le ministère de l'environnement et les ressources naturelles de la République dominicaine signé en septembre 2016 pour la mise en œuvre des activités relatives à la gestion durable d'une zone pilote sélectionnée avec des usages multiples à la côte nord-ouest du pays (Montecristi à Puerto Plata) qui comprend un certain nombre d'aires protégées et d'importantes activités touristiques, agricoles et halieutiques pour le pays. Le projet développera un instrument DSS pour la région en consultation avec toutes les parties prenantes, un plan de gestion, ainsi que la mise à jour des plans existants pour les zones protégées impliquées, et renforcer les capacités d'intégrer les instruments et concepts EBM au sein de la gestion par le biais de formations et d'assistance technique (\$ 350 000) ;
- Accord de financement à petite échelle avec le ReefCheck de la République dominicaine signé en décembre 2015 afin de soutenir la collecte de données et d'informations pour le DSS pour la zone pilote sélectionnée (mentionnée ci-dessus) et des activités de formation DSS. Cela inclut également la mise à jour et la livraison du cours régional MPA ToT qui s'est tenu à Puerto Plata, en République Dominicaine, du 26 septembre au 7 octobre 2016 et le soutien pour l'évaluation des activités CaMPAM (voir ci-dessous la rubrique CaMPAM et UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.5) (\$ 175 000) ;
- Accord de financement à petite échelle avec GCFI signé en décembre 2015 pour la mise à jour de la base de données régionale MPA, appuyer les séances CaMPAM MPA et la participation des praticiens MPA par les Parties du SPAW lors de la 69^{ème} Conférence annuelle du GCFI en novembre 2016 (\$ 194 000) ;
- Accord de deux années avec le Cabinet de Conseil italien PROGES, a été signé en avril 2016, afin de développer le logiciel pour le DSS et dispenser une formation sur leur application et leur utilisation (\$ 142 600) ; et
- Poursuite du programme de mentorat et du réseau de soutien aux praticiens des MPA (par le biais de la coordination CaMPAM).

87. Les activités mises en œuvre pour atteindre les objectifs des projets susmentionnés sont détaillées dans le rapport « Mise à jour sur le Réseau et forum de gestion des aires marines protégées des Caraïbes (CaMPAM) et ses principales activités (y compris le projet du réseau de gestion des zones marines résilientes orientales des Caraïbes) » (UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.5).

88. Les résultats les plus importants sont (voir UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.3 pour détails):

- Capacité de gestion améliorée dans au moins 3 sites listés du SPAW MPAs, y compris avec une approche de gestion écosystémique et systémique des Plans de gestion pour des zones pilotes protégées sélectionnés des Parties du SPAW. Plus d'informations, dans UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.5 ;
- Amélioration de l'information et sa diffusion sur les zones marines protégées de la région notamment l'efficacité renforcée de l'actuel CaMPAM Internet Forum et site Web (lire la suite à (UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.5 ; UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4) ;
- Des relations et des collaborations entre praticiens de la MPA, pêcheurs, scientifiques et autres intervenants, ainsi qu'avec des experts internationaux et régionaux (plus d'informations (UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.5 ; UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4).
- Une base MPA consolidée et complète pour la région des Caraïbes disponible en ligne et entièrement coordonné à l'inscription de la liste du PA au titre du Protocole de SPAW (plus de détails UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4 ; UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.5).

Coût de l'activité (en USD)

89. Les coûts associés avec la mise en œuvre des activités dans le cadre de ce sous-programme ont été :

2015			2016		
CTF Soulevées	Autres *	Total collecté	CTF soulevée	Autres Contributions **	Total collecté
0	35 291	35 291	0	1 223 855	1 223 855

Comprend les fonds du gouvernement italien dans le cadre du projet EBM

*** Comprend les fonds du projet ECMMAN par le biais de SPAW-CAR.*

1.1 Élaboration de lignes directrices pour la gestion des zones et espèces protégées

90. Ce sous-programme visait à :

- a) Promouvoir et aider à l'élaboration et à la mise en œuvre des directives sur l'établissement, la gestion et l'inscription des aires protégées élaborées dans le cadre du Protocole SPAW;
- b) Promouvoir la planification du système national des zones protégées comme un mécanisme pour le développement de la législation et les mécanismes de rapport pertinentes; et
- c) Promouvoir et aider à l'élaboration et la mise en œuvre des lignes directrices sur la conservation et la gestion des espèces élaborées dans le cadre du Protocole SPAW.

Résultats et rapport de l'état récapitulatif

91. Plusieurs activités ont été entreprises par, ou mis en œuvre en collaboration avec le SPAW - CAR en Guadeloupe. Voir UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4 pour des renseignements plus amples. Les activités menées au cours de 2015-2016 pour atteindre ces objectifs ont été :

- les autres zones protégées faisant partie du SPAW en utilisant le format annoté révisé présenté par le STAC6 et selon la décision 2 de la COP8 d'approuver les treize (13) aires protégées pour l'inscription au Protocole SPAW;

- Le programme de coopération et du processus d'inscription pour les aires protégées dans le cadre du Protocole SPAW conformément à la Décision 2 de la COP8 afin de soutenir davantage l'initiative du Secrétariat de continuer à appuyer les aires protégées énumérées dans le programme de coopération;
- Élaborer des formats pour présenter les exemptions et faire rapport sur leur application aux Parties contractantes; et
- Application des critères d'inscription des espèces dans les Annexes du protocole.

92. Les résultats principaux de ce sous-programme sont :

- Une liste actualisée des zones protégées au titre du Protocole SPAW ;
- Format approuvé pour présenter des exemptions en vertu de l'article 11 (2), et rendre compte de leur mise en œuvre; et
- Une liste révisée des espèces protégées en vertu des Annexes I à III du Protocole SPAW

Coût de l'activité (en USD)

93. Les coûts associés avec la mise en œuvre des activités dans le cadre de ce sous-programme ont été :

2015			2016		
CTF soulevée	Autres Sources soulevées *	Total collecté	CTF soulevée	Autres Sources soulevées *	Total collecté
0	10 000	10 000	0	22 000	22 000

* A travers SPAW-car

(2) Conservation des espèces menacées et en voie de disparition

Arrière-plan

94. Les objectifs de ce sous-programme étaient de :

- a) Construire un consensus dans la région sur les priorités pour la gestion des espèces migratrices et en voie de disparition ;
- b) Mettre en œuvre les activités prioritaires des plans existants de rétablissement et de gestion des espèces élaborés dans le cadre du Protocole SPAW;
- c) Élaborer, le cas échéant, des plans et des programmes de gestion adéquats pour les espèces prioritaires d'intérêt régional, y compris celles d'importance économique; et
- d) Lutter contre la menace croissante d'espèces exotiques envahissantes (IAS) qui pourrait avoir un impact négatif sur les espèces de SPAW et les habitats de la région des Caraïbes, en particulier les IAS marines ou côtières/

Résultats et rapport de l'état récapitulatif

95. Conformément aux décisions des Parties contractantes et les fonds disponibles, les activités au sein de la conservation du Plan d'Action pour les mammifères marins et oiseaux ont été priorisées. Aucun financement n'a été accordé pour appuyer les activités de conservation des tortues marines.

96. Toutefois, au cours de l'exercice biennal, le travail a continué pour améliorer la connaissance des, recueillir des données et atténuer les effets de collisions avec les navires et les enchevêtrements sur les espèces de baleines et dauphins dans la région des Caraïbes en mettant en œuvre des recommandations émanant de l'atelier conjoint de l'IWC et SPAW / PNUE pour aborder les collisions entre mammifères marins et navires en mettant l'accent sur la région des Caraïbes (Panama 2014) en développant et en partageant l'expertise des Sanctuaires de mammifères marins de la région pour des enquêtes élargies et de la télémétrie pour comprendre les mouvements inter-îles et l'utilisation de l'habitat des populations migratrices et résidentes de baleines ainsi que la création de matériel pédagogique pour les mammifères marins.

97. Des efforts ciblés sont prévues pour assurer que les sanctuaires existants et futurs de la région concluent des accords de réseau de partenariat, selon le cas, partagent des catalogues de photo-ID et contribuent à des catalogues centraux lorsqu'ils sont disponibles (p. ex. le Catalogue des baleines bossues de l'Atlantique Nord administré par le Collège de l'Atlantique).
98. En outre, il y a eu une plus grande collaboration avec CITES vers la conservation des espèces dans la région et le Secrétariat a pris des mesures pour travailler avec les Parties du SPAW et CITES pour développer un réseau d'application de la Loi de la faune régionale en participant à un atelier régional aux Bahamas et aussi aux réunions organisées par CMS et COPACO (voir activité 2.5). Des efforts sont concentrés sur l'encouragement des Parties et des ONG à œuvrer dans leurs domaines d'influence respectifs pour exhorter les autres Parties à réglementer dans leurs systèmes juridiques nationaux :
- la propriété, la possession, la vente et la publicité des espèces vivantes inscrites à la CITES endémiques dans les Caraïbes et ;
 - garder des spécimens illégalement acquis, ainsi que leur progéniture, d'entrer sur les marchés intérieurs et internationaux.
99. Les pays parties à la CITES ont été encouragés à joindre au groupe de contact du Comité permanent de la CITES et aux Parties SPAW et aux ONG pour appuyer les recommandations émanant du groupe de contact.
100. Les activités menées avec la collaboration de la SPAW-CAR en Guadeloupe pour soutenir les objectifs du sous-programme en 2015-2016 comprennent :
- Amélioration de la sensibilisation sur les espèces de baleines et de dauphins dans la région des Caraïbes et le soutien durable des mammifères marins regardant dans la région des Caraïbes ;
 - Renforcer la planification spatiale marine pour les mammifères marins conservation et soutien durable des mammifères marins surveillance dans la région ;
 - Développer un protocole de coopération formelle (MoC) entre le PNUE/UCR et la Commission baleinière internationale (CBI) ;
 - Collaboration avec Birdlife International, BirdsCaribbean, la CITES et CMS ; et
 - Continuer à appuyer le mandat de la Commission régionale Lionfish (RLC), établi en vertu de l'ICRI et encourager plus des Parties de la SPAW à adhérer à le RLC.
101. Les activités mises en œuvre dans le cadre de cette composante du sous-programme SPAW ont permis:
- L'amélioration des stratégies visant à encourager la viabilité des mammifères marins dans la région des Caraïbes ;
 - Des négociations en cours pour un MoC avec le partenariat du Comité scientifique de la IWC pour promouvoir la mise en œuvre de la MMAP ; et
 - La poursuite de la diffusion d'informations et d'échanges entre pairs pour promouvoir les meilleures pratiques et les meilleurs outils de lutte contre le poisson-lion, et la mise en œuvre de la stratégie régionale du poisson lion en collaboration avec l'ICRI.

Coût de l'activité (en USD)

102. Les coûts associés avec la mise en œuvre des activités dans le cadre de ce sous-programme ont été :

2015			2016		
CTF soulevée	Autres *	Total collecté	CTF soulevée	Autres *	Total collecté
0	87 000	87 000	0	87 000	87 000

* Comprendant le SPAW-CAR pour 2015 et 2016 respectivement

(3) Conservation et utilisation durable des écosystèmes côtiers et marins

Arrière-plan

103. Ce sous-programme vise à :

- a) Aider à la gestion des écosystèmes côtiers et marins de la région sur une base durable, notamment par le biais de pratiques durables ;
- b) Mobiliser la volonté politique et les actions des gouvernements et des autres partenaires pour la conservation et l'utilisation durable des récifs coralliens et des écosystèmes associés tels que les mangroves et les herbiers marins
- c) Bien communiquer la valeur et l'importance des récifs coralliens, des mangroves et des herbiers, y compris leurs services d'écosystème, les menaces pesant sur leur durabilité et les mesures à prendre pour les protéger ; et
- d) Promouvoir l'approche de gestion des écosystèmes et les principes et valeurs de la bonne gouvernance pour la conservation et la gestion des écosystèmes marins dans la région.

Résultats et rapport de l'état récapitulatif

104. Dans le cadre de ce sous-programme, conformément au Protocole SPAW et aux activités examinées lors de la COP7 de SPAW, le principal projet mis en œuvre a été la coordination et la mise en œuvre du Projet des Grands écosystèmes marins du plateau du Nord du Brésil (CLME+).

105. Une agence de l'ONU à un accord de contribution de l'Agence des Nations Unies (IAA) entre le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et le PNUE-PEC (grâce à la mise en œuvre coordonnée d'actions au titre des protocoles SPAW et Sources terrestres de pollution marine (LBS) de la Convention de Carthage) a été signée en juin 2016 pour les nouveaux 5 ans (2015-2020) du projet UNEP /FEM CLME+ qui est devenu opérationnel le 1er mai 2015 avec l'UNOPS comme l'agent d'exécution et ayant un financement total d'US\$ 1.365.000.00 (voir document UNEP (DEPI) / CAR WG.37/INF.10).

106. Le projet vise à faciliter la gestion écosystémique / une approche écosystémique (EBM/EAF) au sein de la région CLME+, à veiller qu'une disposition des biens et des services durables et résistants au climat provenant des ressources marines vivantes de la région puisse être assurée (CLME+ SAP v1.3 2016).

107. Grâce à la collaboration entre les sous-programmes du SPAW et l'AMEP (voir le document UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.7), le projet permettra de relancer la mise en œuvre du programme d'action stratégique CLME+ (CLME+ SAP) avec 10 années d'adhésion politique (voir le document UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.7) à travers d'une série d'activités et résultats et abordera les différentes causes de la dégradation de l'environnement, qui ont été identifiées dans le cadre du projet précédent «CLME». Les activités se concentreront sur les éléments suivants:

- Élaborer un accord formel entre le Brésil et le Secrétariat ;
- Rapports d'évaluation de base, Rapports d'état régionaux et Stratégies / Plans d'action et d'investissement pour la protection / restauration des habitats clés et pour réduire les impacts de la pollution;
- Concevoir et implémenter des sous-projets qui commencent à institutionnaliser approches de la Gestion axée sur les écosystèmes (EBM) ; et
- Portails Web et des outils de communication pertinents.

108. Au cours de la période considérée, des activités supplémentaires durant l'exercice biennal ont été focalisées sur les écosystèmes de récifs coralliens, le réengagement du secteur touristique, et les nouvelles recherches sur les impacts de Sargassum. Certaines des activités étaient les suivantes:

- Appui à la réactivation du Réseau de surveillance des récifs coralliens des Caraïbes. Le Secrétariat a agi comme le coordonnateur régional pour le GCRMN redéfini dans la WCR et a fourni des orientations au Comité directeur par le biais d'une série d'activités, pour plus d'informations, s'il vous plaît voir UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4. En outre, l'accent a été mis sur le soutien continu au développement d'un

partenariat sur les récifs coralliens dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement et des mers régionales, y compris la coordination avec l'ICRI

- Le partage des données générales sur la région et de la recherche sur les Sargassum. Un forum en ligne de Sargassum a été lancé en août 2015 et le SPAW, en collaboration avec GCFI et CERMES (UWI), a développé divers mémoires et fiches d'information sur cette question. Il y a eu aussi l'organisation d'une manifestation sur Sargassum au cours de la deuxième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-2) parallèlement au Programme d'Action du PNUE mondial (Le PNUE-PAM), le Secrétariat de la Convention d'Abidjan et l'Agence des États-Unis pour le développement international / Programme de la biodiversité et le changement climatique de l'Afrique de l'Ouest (USAID/WA-BiCC). (Voir le document UNEP(DEPI)/CAR WG.38/ INF.12) et l'organisation d'une séance technique à la 69e réunion annuelle de GCFI. Pour plus d'informations sur les activités de SPAW-CAR, s'il vous plaît voir UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4.
- Le projet Bluefinance a été mis en place à la Barbade en septembre 2015 à travers le SPAW et est financé par le PNUE par l'intermédiaire du partenariat mondial des récifs coralliens. L'objectif de Bluefinance est d'atteindre le rendement environnemental, social et financier grâce à une collaboration renforcée avec le secteur privé dans la conservation des récifs coralliens. (Voir le document UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4 pour plus de détails).

109. Le Secrétariat a l'intention de travailler sur la conservation des mangroves et de recueillir des fonds, en coordination avec le PNUE-DEPI, la Convention de Ramsar et d'autres organisations pertinentes, pour promouvoir et développer les activités liées à la conservation et l'utilisation durable des mangroves. Cependant, beaucoup des activités proposées qui devaient être mises en œuvre au cours de l'exercice biennal n'étaient pas possibles en raison d'un manque général de fonds pour entreprendre des activités de terrain (même relatif à la collecte de fonds).

110. Voici quelques-uns des principaux résultats de ce sous-programme:

- Renforcement du Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) Nœuds régionaux dans la région des Caraïbes
- Un document du projet CLME+ endossé et finalisé qui détaille les activités de suivi prioritaires pour la durabilité du travail de gouvernance du COME et incluant des résultats tangibles de cinq (5) à dix (10) ans
- Projet pilote sur l'Adaptation fondée sur les écosystèmes et atelier sur l'EBM
- Conservation et utilisation durable des mangroves, qui est en attente de financement à compléter.

Coût de l'activité (en USD)

111. Les coûts associés avec la mise en œuvre des activités dans le cadre de ce sous-programme ont été :

2015			2016		
CTF soulevée	Autres *	Total collecté	CTF soulevée	Autres **	Total collecté
0	19 148	19 148	0	206 873	206 873

* À travers SPAW-car

** Comprend le financement dans le cadre du projet CLME+ et de SPAW-car

V. COMMUNICATION, EDUCATION, FORMATION ET SENSIBILISATION

112. Ce rapport présente l'état des activités du sous-programme CETA en 2015-2016. CETA prend en charge les sous-programmes AMEP et SPAW dans la conception, l'entretien et la diffusion de l'information qu'ils exigent et/ou génèrent.

113. Le objectifs de CETA sont de :

- a) Diffuser des informations relatives à l'application de la Convention de Carthage et ses protocoles en utilisant les mécanismes et les outils existants ou en développant de nouveaux instruments tels que des bases de données, chambres de compensation et forums en ligne.
 - b) Promouvoir une meilleure compréhension de la valeur et l'importance des ressources marines et côtières grâce à la collaboration avec les gouvernements, les médias, le secteur privé, communautaire et des organisations non gouvernementales pour mettre en œuvre des activités d'éducation et sensibilisation.
 - c) Faciliter la formation et le renforcement des capacités des États membres du PEC y compris l'amélioration de l'accès à l'information des ressources marines et côtières grâce au renforcement des sites PEC et des mécanismes de mise en réseau.
114. L'officier du Programme AMEP a servi comme l'officier responsable du sous-programme de la CETA. Il a fourni coordination et supervision de la mise en œuvre des activités du programme sur la gestion publique de sensibilisation et d'information au cours de la période considérée et a été appuyé par l'assistant d'équipe des sous-programmes du CETA et AMEP, spécialiste de Communication du projet FEM CREW, l'ordinateur / Assistant de systèmes d'Information, consultants externes et stagiaires.
115. Au cours de la période considérée, le sous-programme de CETA a été responsable de la promotion et la coordination du Programme de stage du PEC. Au cours de la période, le PEC a accueilli cinq stagiaires qui ont apporté un appui inestimable à la mise en œuvre d'activités telles que la sensibilisation du public, la maintenance des pages des réseaux sociaux et la gestion du contenu des sous-programmes AMEP, SPAW et CETA. Les articles mettant en valeur leur travail et leur expérience pendant le stage sont présentés sur la page «Demander et interner» du site Web du PEC.
116. L'CETA a apporté son soutien à la convocation de réunions intergouvernementales du PEC, y compris la troisième réunion du STAC LBS du 31 octobre au 02 novembre 2016 et la septième réunion SPAW STAC en novembre 2016. Un soutien a également été fourni aux ateliers dans le cadre du projet FEM CREF exécutés par le sous-programme de l'AMEP, ainsi qu'à l'Atelier technique régional pour l'élaboration du rapport sur l'état de la zone de la Convention en août 2016 et à l'atelier de lancement de IWECO du FEM en septembre 2016.
117. La Stratégie de communication du PEC élaborée au cours de la période 2010-2012 a été examinée et mise à jour. La stratégie finale, qui devrait être achevée d'ici le milieu de 2017, sera utilisée comme cadre pour les activités mises en œuvre pendant l'exercice biennal 2015-2016 pour le sous-programme du CETA. Les activités proposées peuvent être regroupées autour de quatre grands piliers:
- a) Communications corporatives et relations publiques pour accroître la visibilité du PEC, promouvoir les activités du PEC en général, et la Convention de Carthage et ses protocoles en particulier ;
 - b) Communications techniques/fonctionnelles chargés de fournir des informations techniques, de données et du support technique en temps opportun aux mandants du PNUE/PEC ;
 - c) L'éducation environnementale et la sensibilisation du public pour informer le public au sujet des protocoles spécifiques et les problèmes environnementaux ;
 - d) La communication participative pour le développement pour engager les parties prenantes et les partenaires du projet dans les efforts de communication fondés sur des projets qui documenteront et fourniront des preuves concrètes de l'impact du changement de comportement sur le terrain.
118. CETA a coordonné la révision et la mise à jour de la CAR REMPEITC-Caribe site Web (www.cep.unep.org/racrempeitc). Des mesures ont été et continuent d'être prises pour migrer les sites Web des projets qui ont pris fin, comme le FEM CREW, sur le site Web du PEC afin de limiter les coûts d'hébergement et de faire fonctionner le site Web du PEC comme mécanisme de centre d'échange. Le siège du PNUE a accepté de contribuer à cette entreprise et d'accueillir le PEC et ses sites Web.
119. Le site Web du PEC a également été réorganisé et modifié pour améliorer l'efficacité du site en ciblant une audience diversifiée ainsi que pour engager davantage les États membres et leurs points focaux et d'autres parties prenantes dans son utilisation. Fiches d'information et rapports techniques ont été remaniés afin d'être plus attrayante dans le cadre de cet effort. Un total de 13 fiches d'information nouvelles et remaniées et 31 nouveaux rapports techniques ont été élaborées et publiées sur le site du PEC.

120. Un projet de stratégie de contenu du site Web a été élaboré et sera finalisé au début de la période 2017-2018 pour faire partie de la stratégie globale de communication du PEC.
121. Au cours de la période considérée, le CETA a livré des présentations et a participé dans plusieurs activités visant à sensibiliser le public sur les préoccupations environnementales et l'importance de protéger les ressources marines et côtières. Beaucoup de ces activités ont été entreprises en commémoration des jours environnementaux tels que la journée mondiale des zones humides, la journée mondiale de l'eau, la journée de la Terre, Journée internationale de la santé, la Journée internationale des oiseaux migrateurs, la Journée internationale de la biodiversité, la journée des Nations Unies, la journée mondiale des Océans, la Journée mondiale de l'environnement, la Journée internationale de la mer et la Journée internationale du nettoyage côtier. Ces activités comprenaient, *inter alia*, des exhibitions, expositions, visites éducationnelles aux écoles et clubs environnementaux, messages sur les sites de médias sociaux, des ateliers et des activités de sensibilisation, y compris les communiqués de presse, des émissions radiophoniques et des apparitions à la télévision. Beaucoup de ces activités ont été menées grâce à des partenariats avec des organisations locales et régionales, des institutions et des ministères tels que le Fonds pour l'environnement de la Jamaïque, l'Agence nationale pour l'environnement et la planification en Jamaïque et l'Institut des études caribéennes (ICS) à Washington DC. Ces activités ont contribué à accroître la visibilité du PEC et ses travaux tant en Jamaïque que dans la région des Caraïbes.
122. Le CETA a contribué à une visibilité accrue des protocoles SPAW et LBS à un large éventail de parties prenantes, grâce à plusieurs efforts de sensibilisation, notamment:

Pour souligner la journée mondiale de l'environnement et la journée mondiale des Océans, le PEC a collaboré avec l'Institut des études caribéennes (ICS) pour le lancement de la troisième édition annuelle du Festival des fans de la mer des Caraïbes en ligne et a publié un article de presse local sur la préservation de l'océan.

- Plusieurs articles promotionnels ont été conçus et fabriqués pour l'affichage lors des événements nationaux et régionaux. Ils comprenaient : bannières, infographie affiches, fiches d'information sur les questions relatives au Protocole LBS, déchets solides, l'acidification des Océans, les déchets marins et eaux usées ont été également produites et traduits afin d'améliorer l'aspect visuel des produits de communication. D'autres documents promotionnels produits pour les réunions comprenaient des lecteurs flash, des sacs de messenger et des épingles PEC. Le matériel promotionnel pour le projet du FEM CREW a été également obtenu avec l'aide du sous-programme CETA et inclus le laminage des bannières en anglais, bouteilles, cahiers et stylos.
- En collaboration avec le sous-programme AMEP, CETA a aidé à l'entretien d'un jeu interactif en ligne sur les déchets marins pour le Kids' Corner du site PEC pour appuyer la mise en œuvre du Plan d'Action régional pour la gestion des déchets marins dans la région des Caraïbes (RAPMALI).
- Plus de six communiqués de presse concernant les projets de PEC, activités et réunions ont été produites et distribuées sur les plans local, régional et international au cours de la période considérée. Mises à jour et des actualités environnementales quotidiennes et hebdomadaires étaient également affichées sur le site PEC et sur les médias sociaux concernant les travaux des États membres, partenaires et autres bureaux des Nations Unies et le PNUE.
- CETA a aussi collaboré avec le Fonds pour l'environnement de la Jamaïque dans des activités internationales de nettoyage côtiers en Jamaïque en 2015 et 2016.
- PEC a maintenu une forte présence sur ses sites de médias sociaux, Facebook, Twitter et LinkedIn, grâce au partage des mises à jour et nouvelles environnementales nationales, régionales et mondiales pertinentes, activités et préoccupations. La page Facebook du PEC a atteint plus 4 298 "j'aime" comparée à environ 780 "j'aime" pendant l'exercice précédent, soit une hausse de 450 %. Sa page Twitter a obtenu plus de 8 000 "j'aime" et plus de 2 500 adeptes par rapport à ses 820 adeptes rapportés au cours du dernier exercice biennal ce qui représente une augmentation de 216% des adeptes.

123. Le CETA a également mis à jour et actualisé la base de données des points focaux du PEC, la page d'information sur les pays, la base de données et la galerie de photos et la base de données sur la capacité des laboratoires. Les Parties contractantes à la Convention de Carthagène, la communauté du PEC et le grand public ont également reçu des mises à jour sur la disponibilité de données et / ou d'informations sur la protection et le développement des ressources côtières et marines dans la région des Caraïbes.
124. En coordination avec le sous-programme AMEP, CETA a préparé et distribué un questionnaire de Communications afin de déterminer l'efficacité et le rayonnement des sorties de communication du sous-programme CETA. Une analyse de ce sondage est actuellement en cours et fera partie de la stratégie de communication mis à jour par PEC.
125. CETA a répondu à plusieurs demandes d'information et a coordonné la compilation des rapports et des contributions à des publications à la demande du siège du PNUE, les donateurs et les partenaires. Il s'agit notamment de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement. Un appui a également été fourni aux gouvernements lors de la préparation et de la mise en œuvre des réunions et ateliers intergouvernementaux du CPE, en particulier avec l'élaboration des rapports des réunions finales.
126. Le Sous-programme du CETA a contribué à l'élaboration du résumé sur la mise en œuvre de la Convention de Carthagène et de ses Protocoles, ainsi que d'un Triplé sur la Convention de Carthagène et ses Protocoles. Ces deux documents seront présentés à la dix-septième réunion intergouvernementale sur le Plan d'action pour le Programme pour l'environnement des Caraïbes et la quatorzième réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection et le développement du milieu marin.
127. CETA a collaboré avec CAR REMPEITC-Caribe et IMO pour créer une vidéo présentant l'importance des travaux du Centre d'activités régionales dans les Caraïbes, Ainsi qu'une bannière et des affiches infographiques sur les travaux du CAR.
128. Le sous-programme CETA a fourni une assistance pour le sous-programme AMEP, par le biais de la préparation de l'AMEP ou Pollution trimestrielle sur la période 2015-2016.

Annexe I : statut des Décisions pertinentes de la Seizième réunion intergouvernementale sur le Plan d'Action pour le Programme de l'environnement des Caraïbes et de la Treizième réunion des Parties contractantes à la Convention pour la Protection et le développement de l'environnement marin de la Région des Caraïbes

DÉCISIONS DU 16ÈME IGM (2014)	STATUT DE LA DÉCISION (2015-2016)
<i>Décision I</i>	
I.2 Demander au secrétariat de continuer à rechercher des fonds additionnels pour répondre aux pleines exigences du plan de travail approuvé et exhorter les gouvernements à soutenir le secrétariat à cet égard	Tout à déclarer AMEP- Ressources mobilisées par la réflexion d'AMEP dans le rapport de situation et le nouveau plan de travail et budget (indiquer le montant réel des fonds mobilisés). SPAW – ressources mobilisées conformément au UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.3 (total de \$ 1 944 919)
I.6 Demander au Secrétariat de facturer aux Etats et Territoires du Programme pour l'environnement des Caraïbes, les montants exprimés à l'Annexe VI du présent Rapport	Terminé
I.10 Demander au Secrétariat de continuer ses efforts de collecte de fonds et d'explorer des mécanismes financiers novateurs auprès des Etats membres, afin de faciliter le paiement de leurs contributions non acquittées, par exemple par leur soutien aux réunions, aux ateliers, etc..	Terminé et un processus en cours
I.11 Demander au Directeur exécutif du PNUE de prendre les dispositions nécessaires pour prolonger le Fonds d'affectation spéciale des Caraïbes jusqu'en 2017.	Terminé
<i>Décision II</i>	
II.3. Demander au secrétariat d'inclure des activités dans son plan de travail 2015-2016 afin d'accroître la sensibilisation et mobiliser des ressources, notamment le développement de nouvelles propositions de projet, pour permettre l'évaluation et la surveillance de l'acidification de l'océan dans la région des Caraïbes, faisant les liens nécessaires avec le réseau de suivi de récifs coralliens des Caraïbes, lequel est actuellement coordonné par le sous programme SPAW.	AMEP et SPAW au rapport. AMEP-matériel promotionnel sur l'acidification des Océans élaborées et diffusées. SPAW- Le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN)-Caraïbes a été réactivé, méthodes convenues et des évaluations en cours (voir UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.3) et les détails ci-dessous en vertu de la décis
II.4 Demander au secrétariat de renforcer la coopération avec les installations du bouclier de la Guyane, afin de développer des synergies entre les deux programmes.	Des discussions initiales. Collaboration se déroulent à travers du sous-projet CLME+ EBM pour le plateau des Caraïbes du Sud / Nord du Brésil (mixte AMEP/SPAW). Proposition du projet qui sera discuté en mars 2017 avant l'IGM en Guyane Français, avec les partenaires et les pays concernés.

Décision III	
III.5 Demander au secrétariat de travailler avec le PNUE et le gouvernement et Curaçao pour mettre fin et signer le Mémoire d'Entente pour l'accueil de RAC/REMPEITC-Caribe dès que possible étant donné qu'il servira de base juridique au développement de Mémoire d'Entente additionnels impliquant l'OMI, RAC/REMPEITC-Caribe et les garde côtes des États-Unis;	Accord finalisé et signé le 1er avril 2016 et est opérationnel
III.10 Encourager davantage le secrétariat, en collaboration avec l'OMI, à explorer les possibilités de financement à grande échelle, en particulier par le FEM, pour la mise en œuvre des activités relatives aux déversements d'hydrocarbures identifiées dans le plan stratégique proposé;	Nouvelles propositions élaborées en vertu de la Convention MARPOL ; possibilité limitée par le biais de projets du FEM à l'exception des eaux de ballast et de contrôle des émissions atmosphériques des navires.
Décision IV	
IV.1 Demander au Secrétariat, en coordination avec les centres d'activités régionaux, de continuer son travail pour finaliser les accords de Siège en attente, avec les gouvernements hôtes le plus tôt possible.	Accord de siège avec REMPEITC a conclu et Trinidad en examen final avant la signature. La Coordinatrice doit visiter Cuba au début de février pour discuter l'accord de siège pour Cimab.
Décision V	
V.4 Demander également au secrétariat de poursuivre ses efforts pour renforcer les relations de collaboration avec les agences régionales et les secrétariats des conventions pertinents, pour permettre la mise en œuvre plus efficace du plan de travail du PEC ;	En cours. Collaboration avec plusieurs partenaires régionaux, par exemple les projets FEM CReW et IWeco et pour organiser diverses ateliers régionales, techniques et de formation (CDB, AEEC, BID, CARPHA, UWI, Ramsar, CMS, l'UNODC). Collaboration augmenté avec ROLAC notamment par le biais du nouveau bureau sous-régional situé à Kingston, en Jamaïque.
Décision VI	
VI.4 Demander au secrétariat de maintenir ses efforts de mobiliser les ressources qui aideront des pays, dans la conduite di suivi et des évaluations nationales côtières et marines, et dans le développement ultérieur du Rapport sur l'état de la zone d'application de la Convention.	Ressources mobilisées principalement par : <ul style="list-style-type: none"> • CLME+ (développement de SOCAR) • CReW (évaluations et surveillances côtiers et marins) et • IWeco (développement de SOCAR) • GCRMN-Caraïbes (soutien de la France et l'Unité des récifs coralliens des Nations Unies) (écosystèmes de récifs coralliens) (voir la décision VIII ci-dessous) • CaMPAM (soutien de l'Italie et l'Allemagne via TNC) (pour les évaluations autour de zones marines protégées)

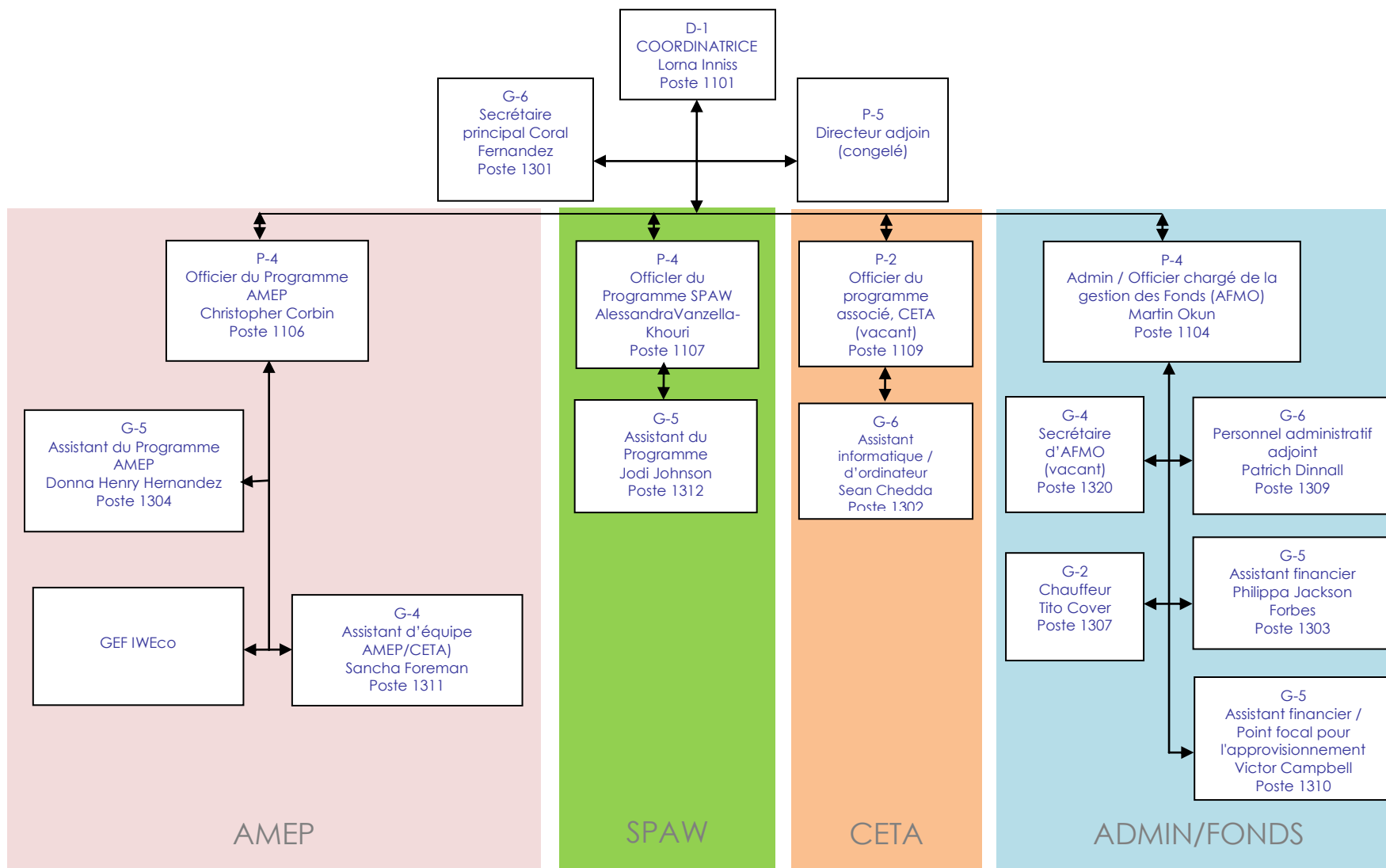
Décision VII	
VII.2 Demander que le secrétariat étudie des opportunités pour la conclusion d'un accord formel avec le Brésil au sujet de la collaboration réciproque sur les activités pertinentes de la Convention de Carthagène et ses protocoles	Consultations avec le Brésil, ont eu lieu au cours de l'exercice biennal et la Coordinatrice a rencontré des ministères de l'environnement et des affaires étrangères en février 2017. Il a été convenu qu'il y avait un certain nombre de domaines de coopération, y compris le CLME+ Plateau Nord du Brésil étagère sous-projet, et Brésil souhaite poursuivre le processus vers un protocole d'accord après l'IGM.
VII.3 Exhorter le secrétariat à tirer profit des ressources qui seront fournies à travers CLME+ pour faciliter la coordination renforcée des régions, parmi les domaines de programme AMEP et SPAW, y compris le développement d'une feuille de route pour l'action de collaboration et la tenue de réunions techniques communes et des ateliers	Projet de la feuille de route élaborée et des protocoles conjoints LBS et SPAW Les réunions du STAC ont été organisées à Miami en novembre 2016 et une feuille de route a été élaborée et approuvée (voir UNEP(DEPI)/CAR WG.37/INF.7).
VII.4 Demander que le secrétariat participe au mécanisme de coordination intérimaire pour la mise en œuvre du CLME+ PAS, qui doit être établi sous le projet CLME+, et à participer au processus pour identifier un mécanisme de coordination pour soutenir la mise en œuvre de la gestion basée sur l'écosystème / approche éco systémique (EBM/EAF) au sein du CLME+	Processus en cours. Secrétariat en train participer activement dans toutes les activités par le biais de sous-programmes AMEP et SPAW selon les besoins
VII.5 Demander que le secrétariat participe à la mise en œuvre du projet CLME+ par l'inclusion des activités suivantes, dans le Plan de travail 2015-2016, avec l'aide financière requise du projet	Toutes les activités intégralement incorporées dans les plans de travail AMEP et SPAW pour 2015/2016 et 2017/2018 et ED rapport qui sera présenté à la 17 ^{ème} IGM
VII.6 Demander au secrétariat de faciliter la collaboration et la coordination entre le projet CLME+ et d'autres projets relatifs exécutés par le secrétariat, en particulier les projets du FEM, tel que le FEM CReW et FEM IWeco.	Processus en cours. Facilitée par des activités conjointes, partage de l'information, mise au point d'un calendrier de réunion commune et en participant à la Conférence de FEM IW
Décision VIII	
VIII.2 Demander également au secrétariat de lier, le cas échéant, l'effort mentionné ci-dessus aux activités du PEC, afin de réactiver le réseau régional de suivi des récifs coralliens, ainsi que ceux concernant la question de l'acidification océanique, dans un effort pour promouvoir davantage la coordination et la maximisation des ressources	À travers du sous-programme SPAW, Le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) pour les Caraïbes a été réactivé au cours de l'exercice biennal en collaboration avec SPAW-RAC. Un Comité directeur est opérationnel depuis 2015 avec la participation des gouvernements et des organisations membres intéressés. Les protocoles et méthodes biophysiques et socio-économiques ont été convenus et mis en œuvre sur plusieurs sites, deux ateliers régionaux ont été organisés, deux réunions de coordination opportunistes et plusieurs téléconférences

via Skype et l'information est régulièrement diffusée sur une liste -groupe. Le réseau est également lié au réseau de restauration de coraux lancé à la fin de 2016. Les discussions actuelles comprennent le développement de la base de données et un rapport régional sur le statut des récifs coralliens. Ces efforts visent à fournir des informations pertinentes sur la question de l'acidification des océans. Voir UNEP(DEPI)/CAR WG.38/ INF.17, UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.3 et UNEP(DEPI)/CAR WG.38/INF.4 pour des renseignements sur les activités du GCRMN-Caribbean.

Annexe II : Résumé des activités et les résultats du Programme pour l'environnement des Caraïbes du Programme des Nations Unies pour l'environnement des Caraïbes au cours de l'exercice biennal 2015-2016 et leur relation avec les résolutions de la Deuxième Session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-2)

ANNEXE III : Organigramme du Secrétariat de la Convention de Carthage et le Programme pour l'environnement des Caraïbes 2016

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT DES CARAÏBES
UNITÉ DE COORDINATION RÉGIONALE DES CARAÏBES (UCR/CAR)



ANNEXE IV : Tableau sur l'état des annonces de contributions

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES CARAÏBES			
STATUT de CONTRIBUTION (en US\$)			
	2014	2015	2016
Balance B/F jusqu'au 1er Jan	1 765 602	2 077 809	2 319 567
Promesses de contributions	1 295 333	1 295 333	1 295 333.00
Reçus jusqu'au 31 décembre	(983 126)	(1 053 575)	(964 388)
SOLDE CUMULÉ	2 077 809	2 319 567	2 650 512

Annexe V: Status de la Ratification de la Convention de Carthagène et ses protocoles

État	Convention de Carthagène		Déversement d'hydrocarbure		SPAW		LBS	
	Date de la Signature	Ratification / adhésion	Date de la Signature	Ratification / adhésion	Date de la Signature	Ratification / adhésion	Date de la Signature	Ratification / adhésion
<i>Antigua et Barbuda</i>		11-oct-86		11-oct-86	18-jan-90			13-juillet-10
<i>Bahamas</i>		24 juin 10		24 juin 10		8 mars 12		24 juin 10
<i>Barbade</i>	5 mars 84	28 mai 85	5 mars 84	28 mai 85		14-oct-02		
<i>Belize</i>		22-Sep-99		22-Sep-99		4-jan-08		4 février 08
<i>Colombie</i>	24 mars 83	3 mars 88	24 mars 83	3 mars 88	18-jan-90	5-jan-98	2-oct-00	
<i>Costa Rica</i>		2 août 91		2 août 91			6-oct-99	26 mai 16
<i>Cuba</i>		15-oct-88		15-oct-88	18 janvier 90	4 août 98		
<i>Dominique</i>		5-oct-90		5-oct-90				
<i>République dominicaine</i>		24-nov-98		24-nov-98		24-nov-98	3 août 00	6-Sep-12
<i>France</i>	24 mars 83	13-nov-85	24 mars 83	13-nov-85	18 90	5 avril 02	6-oct-99	4 mai 07
<i>La Grenade</i>	24 mars 83	17 août 87	24 mars 83	17 août 87		5 mars 12		5 mars 12
<i>Guatemala</i>	5-déc-83	18-déc-89	5-déc-83	18-déc-89	18-jan- 90			
<i>Guyane</i>		14 juillet 10		14 juillet 10		14 juillet 10		14 juillet 10
<i>Haïti</i>								
<i>Honduras</i>	24 mars 83		24 mars 83					
<i>Jamaïque</i>	24 mars 83	1 avril 87	24 mars 83	1er avril 87	18-jan- 90			5-nov-15
<i>Mexique</i>	24 mars 83	11 avril 85	24 mars 83	11 avril 85	18-jan- 90			
<i>Pays-Bas</i>	24 mars 83	16 avril 84	24 mars 83	16 avril 84	18-jan- 90	2 mars 92	6-oct-99	
<i>Nicaragua</i>	24 mars 83	25 août 05	24 mars 83	25 août 05				
<i>Panama</i>	24 mars 83	7-oct-87	24 mars 83	7-oct-87	16-jan- 91	27-Oct-96		9 juillet 03
<i>St. Kitts et Nevis</i>		15 juin 99		15 juin 99				
<i>Sainte-Lucie</i>	24 mars 83	30-nov-84	24 mars 83	30-nov-84	18-jan- 90	18 mai 00		30-jan- 08
<i>St. Vincent et les Grenadines</i>		11 juillet 90		11 juillet 90	26 juillet 91	26 juillet 91		
<i>Suriname</i>								
<i>Trinité-et-Tobago</i>		24-jan- 86		24-jan- 86	18-jan- 90	10 août 99		28 mars 03
<i>Royaume-Uni</i>	24 mars 83	28 février 86	24 mars 83	28 fév 86	18-jan- 90			
<i>États-Unis</i>	24 mars 83	31-oct-84	24 mars 83	31-oct-84	18-jan- 90	16 avril 03	6-oct-99	13 février 09
<i>Venezuela</i>	24 mars 83	18 dc 86	24 mars 83	18 déc 86	18-jan- 90	28-jan-97		
<i>Commission économique européenne</i>	24 mars 83							

ANNEXE VI : Réunions Intergouvernementales, technique/Expert et autres réunions importantes convoquées par PNUE/UCR en 2015-2016 (incluant les CAR et les projets du FEM)

Numéro d'événement	Domaine d'activité	Titre	Lieu de rendez-vous	Date
1.	AMEP	Réunion de mise en œuvre des Caraïbes sur la décision 5 de la réunion XIX du Forum des ministres de l'environnement pour l'Amérique Latine et les Caraïbe	Bridgetown, Barbade	27-29 janvier 2015
2.	AMEP/PEC	Conférence sur l'économie verte des Caraïbes 2015, «Mettre en œuvre le processus SAMOA et promouvoir les objectifs de développement durable dans les Caraïbes»	Kingston, Jamaïque	23-24 février 2015
3.	AMEP	Réunion du Comité consultatif technique (TAC) Agence de la Santé Publique des Caraïbes (CARPHA).	St. Georges, Grenade	21 juin 2015
4.	AMEP	Deuxième réunion du Comité consultatif scientifique et technique du LBS (STAC).	Antigua, Guatemala	7-9 juillet 2015
5.	AMEP	Réunion d'experts sur « des approches intégrées pour la mise en œuvre du processus de SAMOA et de l'agenda du développement après 2015 : liens entre les PEID, des changements climatiques et des Océans et des mers	Siège de l'ONU, New York	2-3 septembre 2015
6.	AMEP	La deuxième organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) Conseil des ministres pour la durabilité de l'environnement	St John s, Antigua et Barbuda	7-9 septembre 2015
7.	AMEP	Première Expo et Conférence sur la technologie des déchets et de l'énergie (WtE) des Caraïbes	St. Georges, Grenade	20-23 janvier 2016
8.	AMEP	Nœud des Caraïbes pour la Réunion des déchets Marines	Kingston, Jamaïque	3 février 2016
9.	AMEP	Deuxième réunion de planification régionale de la plate-forme des Caraïbes pour la gestion des éléments nutritifs	Trinité-et-Tobago	24-25 février 2016
10.	AMEP	Rapport sur l'état de la zone de la Convention	Kingston, Jamaïque	15-17 août 2016
11.	AMEP	Lancement de l'Initiative de partenariat pour les eaux libres de la poubelle pour la Jamaïque	Kingston, Jamaïque	18 août 2016
12.	AMEP	Troisième réunion du Comité consultatif	Miami, Floride, é.-u.	31 octobre - 2 novembre

		scientifique et technique du LBS (STAC).		2016
13.	FEM CReW	Atelier de gouvernance et assainissement	St. John, Antigua et Barbuda	23-27 janvier 2015
14.	FEM CReW	Atelier sur les eaux usées et les récifs	Floride, EU	23-25 mars 2015
15.	FEM CReW	Atelier de formation de capacités de laboratoire pour les participants du Costa Rica, Guatemala, Honduras et Panama sous le projet FEM CReW - Formation régionale en surveillance et évaluation des eaux usées domestiques	La Havane, Cuba	13-17 avril 2015
16.	FEM CReW	Ateliers régionaux et de développement de la stratégie de répliation	Kingston, Jamaïque	4-8 mai 2015
17.	FEM CReW	Quatrième réunion du Comité directeur du projet (CFP 4)	Antigua, Guatemala	7-9 juillet 2015
18.	FEM CReW	24e Congrès et exposition annuelle de l'Association des eaux et eaux usées des Caraïbes, «Améliorer la qualité de vie grâce à des solutions de gestion de l'eau et des déchets	Miami, Floride	24-28 août 2015
19.	FEM CReW	11e Forum ministériel de la Session annuelle de haut niveau (HLS)	Miami, Floride	27-28 août 2015
20.	FEM CReW	Atelier final de renforcement des capacités régionales	Port of Spain, Trinidad et Tobago	15-19 février 2016
21.	FEM CReW	Programme de partenariats GloBallast Forum R & D et exposition sur la gestion de l'eau de ballast du FEM-PNUD-IMO	Montréal, Canada	16-18 mars 2016
22.	FEM CReW	Huitième Conférence biennale des eaux internationales du FEM (FEM IWC 8)	Sri Lanka	9-13 mai 2016
23.	FEM CLME+	Réunion du groupe de la direction de projet (PEG) du CLME+ PAS	Miami, Floride, é.-u.	27 octobre 2015
24.	FEM CLME+	Première réunion du Comité directeur du projet CLME et atelier de lancement	Cartagena, Colombia	26-28 janvier 2016
25.	FEM CLME+	Atelier sur les communications	Miami, Floride	5-7 juillet 2016
26.	FEM CLME+	Deuxième réunion du groupe exécutif (PEG) du projet CLME+	Miami, Floride	6-7 septembre 2016
27.	FEM CLME+	Deuxième réunion du mécanisme de Coordination provisoire du Programme d'action stratégique (PAS) de CLME+	Miami, Floride, é.-u.	8-9 septembre 2016
28.	FEM IWeco	Le Programme de petites subventions du FEM (SPG) Atelier régional pour l'Amérique latine et	Saint-Domingue, République dominicaine	8-13 mars 2015

		les Caraïbes		
29.	FEM IWeco	IWeco de FEM - Première réunion du Comité directeur et atelier de lancement du projet	Kingston, Jamaïque	20-22 septembre 2016
30.	SPAW/CaMPAM	11ème édition du PNUE-PEC/CaMPAM capaitation de formateurs (ToT) programme sur la gestion de MPA (anglophone)	St. Georges, Grenade	25 février 2015
31.	SPAW/GCFI	68e annuelle Gulf and Caribbean Fisheries Institute (GCFI) Conférence	Panama City, Panama	13 novembre 2015
32.	Gouvernement de l'Italie/ SPAW	Initiative de 10 x 20 : <i>Conférence sur les zones marines protégées</i>	Rome, Italie	9 mars 2016
33.	SPAW / GCRMN	Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) - Atelier de suivi intégré des récifs coralliens	Kingston, Jamaïque	22 avril 2016
34.	CAR SPAW	5e Réunion de l'Initiative régionale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides des Caraïbes - Cariwet	Rodney Bay, Sainte-Lucie	5 août 2016
35.	SPAW/CaMPAM	12ème édition du Programme des Nations Unies pour l'environnement-PEC / CaMPAM ToT sur la gestion des MPA (langue espagnole)	Montecristi, République dominicaine	30 août -10 septembre 2016
36.	SPAW	Septième réunion du Comité consultatif scientifique et technique (STAC) du Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW) dans la région des Caraïbes	Miami, Floride, é.-u.	2 - 4 novembre 2016

ANNEXE VII : Les dépenses de la Coordination globale des coûts communs et des sous-programmes**i) Coordination générale & coûts communs**

Composant	2014 Budget réel US\$	Exp de 2014.	% passé 2014	2015 Budget réel US\$	Exp de 2015.	% dépens é 2015	Budget réel 2016 \$ US	2016 exp.	% dépensé 2016
Voyage	100 000	70 196	70	70 000	22 281	32	33 000	32 706	99
Personnel	996 000	930 936	93	971 940	750 738	77	910 500	823 208	90
Services contractuels	190 000	113 817	60	30 000	15 329	51	13 000	12 648	97
Produits de fournitures & matériel	7 000	5 263	75	6 900	4 357	63	2 000	1 892	95
Activités de programme	152 000	144 892	95	20 000	10 000	50	0	0	
Coûts opérationnels & autres	134 300	115 896	86	148 700	111 421	75	80 000	68 764	86
Mobilier et matériel de véhicule	20 000	3 742	19	16 000	11 837	74	3 000	1 145	38
Total partiel	1 599 300	1 384 741	87	1 263 540	925 963	73	1 041 500	940 362	90
CFP (13 %)	207 909	180 016		130 000	120 373		135 395	122 242	
Total général	1 807 209	1 564 758		1 393 540	1 046 336		1 176 895	1 062 604	

ii) État de Budget du Programme SPAW pour l'exercice biennal 2015-2016

Activité	2015				2016			
	Budgétisés		Coût total	Solde requis	Budgétisés		Coût total	Solde requis
	CTF	Autres Contributions *			CTF	Autres Contributions *		
2.1 coordination du programme (coûts salariaux et réunions du COP et STAC couvertes par OCCC)	0	15 000	40 000	25 000	0	15 000	45 000	30 000
2.2 renforcement des aires protégées dans la région des Caraïbes **	0	35 291	1 057 000	1 021 709	0	1 223 855	1 062 000	0
2.3 développement de lignes directrices pour la gestion des zones et espèces protégées	0	10 000	40 000	30 000	0	22 000	52 000	30 000
2.4 de conservation des espèces menacées et en voie de disparition	0	87 000	132 000	45 000	0	87 000	132 000	45 000
2.5 Conservation et utilisation durable des écosystèmes côtiers et marins **	0	19 148	130 000	110 000	0	206 873	60 000	0
Total partiel	0	166 439	1 399 000	1 232 561	0	1 554 728	1 351 000	0
Coûts d'appui au programme 13% (montant pouvant être modifié en fonction de la source de financement)	0	21 , 637	181 870	16 0 , 233	0	202 115	175 630	0
SPAW TOTAL	0	188 076	1 580 870	1 392 794	0	1 756 843	1 526 630	0

Comprend les fonds du gouvernement de la France à travers du SPAW

** Comprend les fonds du gouvernement italien sous le projet EBM, le projet CLME+ fonds d'ECMMAN projet par le biais de SPAW-CAR

iii) Résumé des fonds fournis par le gouvernement Français par l'intermédiaire de SPAW-CAR pour la mise en œuvre des activités SPAW

Activité	2015	2016
2.1 programme de coordination	2 500	11 100
2.2 renforcement des zones protégées dans la région des Caraïbes	0	11 100
2.3 développement de lignes directrices pour la gestion des zones et espèces protégées	0	25 000
2.4 conservation des espèces menacées et en voie de disparition	29 000	17 800
2.5 conservation et utilisation durable des écosystèmes côtiers et marins	32 100	47 100
TOTAL	63 600	112 100
